Statistique Canada

Rapport ministériel sur le rendement

2013-2014

Statistics Canada Statistique Canada

Canada

Statistique Canada | Statistics Canada

Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014

pour l'exercice
se terminant
le 31 mars 2014

L'honorable James Moore, C.P., député
Ministre de l'Industrie

N^{o} de catalogue 11-628-XWF

ISSN 2368-1160

Table des matières

Avant-propos 7

Message du ministre 9
Message du statisticien en chef 11

Section I : Vue d'ensemble des dépenses organisationnelles 13
- Profil organisationnel 13
- Contexte organisationnel 14
- Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes 16
- Priorités organisationnelles 18
- Analyse des risques 28
- Dépenses réelles 31
- Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernementale 34
- Tendances relatives aux dépenses de l'organisme 36
- Budget des dépenses par crédit voté 37

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique 39
- Résultat stratégique 1 39
  - Programme 1 : Statistique économique et environnementale 41
    - Sous-programme 1.1 : Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale) 44
    - Sous-programme 1.2 : Statistique de l'industrie 47
    - Sous-programme 1.3 : Statistique économique des entreprises 50
    - Sous-programme 1.4 : Statistique de l'environnement 53
    - Sous-programme 1.5 : Analyse des statistiques économiques et environnementales 55
  - Programme 2 : Statistique socioéconomique 57
    - Sous-programme 2.1 : Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme 60
    - Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé et de la justice 63
    - Sous-programme 2.3 : Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales 66
    - Sous-programme 2.4 : Analyse des statistiques socioéconomiques 70
  - Programme 3 : Recensements 73
    - Sous-programme 3.1 : Recensement de la population 75
    - Sous-programme 3.2 : Recensement de l'agriculture 78
  - Programme 4 : Infrastructure statistique 81
    - Sous-programme 4.1 : Services professionnels et statistiques 83
    - Sous-programme 4.2 : Services statistiques opérationnels 85
    - Sous-programme 4.3 : Autres services de soutien statistique 87

Résultat stratégique 2 89
Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables 90
Sous-programme 5.1 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale 92
Sous-programme 5.2 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique 94
Sous-programme 5.3 : Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements 96
Sous-programme 5.4 : Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique 97
Sous-programme 5.5 : Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes 100
Services internes 101

Section III : Renseignements supplémentaires 105
Principales données financières 105
Principales données financières : graphiques 107
États financiers 111
Tableaux de renseignements supplémentaires 112
Dépenses fiscales et évaluations 113

Section IV : Coordonnées de l'organisme 115

Annexe : Définitions 117

Notes de fin de document 121

Avant-propos

Le rapport ministériel sur le rendement fait partie des documents budgétaires, qui appuient les lois de crédits et précisent les montants et les fins générales auxquelles ces fonds peuvent être dépensés par le gouvernement. Les documents budgétaires comptent trois parties.

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales.

Partie II – Le Budget principal des dépenses décrit les ressources financières requises au prochain exercice par chaque ministère, organisme et société d'État.

Partie III – Les plans de dépenses des ministères sont constitués de deux composantes. Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) est un plan de dépenses établi par chaque ministère et organisme qui reçoivent des crédits parlementaires (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements détaillés, pour une période de trois ans qui commence l'exercice indiqué dans le titre du rapport, à propos des principales priorités d'une organisation donnée, en fonction de chaque résultat stratégique, programme et résultat prévu ou attendu et ressources requises. Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR) dresse le bilan du rendement réel obtenu par chaque ministère et chaque organisme au cours du plus récent exercice terminé au regard des attentes de rendement formulées dans son propre RPP. Le RMR informe les parlementaires et la population des résultats obtenus par les organisations pour les Canadiens.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme en outre des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le Budget principal des dépenses ou qui ont ultérieurement été précisés afin de rendre compte de l'évolution de programmes et de services donnés.

L'information financière présentée dans le RMR provient directement des autorisations décrites dans le Budget principal des dépenses et des renseignements fournis dans le RPP sur les dépenses prévues. Cette information financière correspond à celle fournie dans les Comptes publics du Canada. Ceux-ci renferment l'État consolidé de la situation financière, l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé, l'État consolidé de la variation de la dette nette et l'État consolidé des flux de trésorerie du gouvernement du Canada, de même que des renseignements détaillés ventilés par portefeuille ministériel pour un exercice donné. Deux types d'information financière présentée dans le RMR proviennent des Comptes publics du Canada : les autorisations budgétaires disponibles pour emploi au nouvel exercice par une organisation qui reçoit des crédits parlementaires, et les autorisations utilisées lors de cet exercice. Ces dernières autorisations correspondent aux dépenses réelles décrites dans le RMR.

La *Politique sur la structure de la gestion, des ressources et des résultats* du Conseil du Trésor favorise une plus grande concordance de l'information sur le rendement présentée dans les RMR, les autres documents budgétaires et les Comptes publics du Canada. Pour les organisations qui reçoivent des crédits parlementaires, la Politique définit l'architecture d'alignement des programmes comme une structure par rapport à laquelle l'information sur le rendement financier et non financier est fournie aux fins des documents budgétaires et des rapports au Parlement. Peu importe si l'organisation présente l'information dans le Budget principal des dépenses, le RPP, le RMR ou les Comptes publics du Canada, la même structure est utilisée.

Dans le but de mieux appuyer les décisions sur les crédits, un certain nombre de changements ont été apportés aux RPR en 2013-2014. Le RMR présente maintenant les renseignements sur les finances, les ressources humaines et le rendement dans la section II, au niveau le plus bas de l'architecture d'alignement des programmes, le cas échéant.

Le format et la terminologie du RMR ont également été modifiés afin de le rendre plus clair et cohérent et de mettre davantage l'accent sur l'information du budget des dépenses et des Comptes publics. De plus, l'information ministérielle concernant la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) a été regroupée dans un nouveau tableau de renseignements supplémentaires qui sera affiché sur le site Web du ministère. Ce tableau comprend tous les éléments de la Stratégie qui étaient auparavant fournis dans les RPP et les sites Web ministériels, y compris les rapports sur l'écologisation des opérations gouvernementales et les évaluations environnementales stratégiques. La section III du rapport fournira un lien vers le nouveau tableau dans le site Web du ministère. Enfin, les définitions des termes utilisés sont maintenant fournies en annexe.

Message du ministre

Je suis heureux de présenter ce rapport sur les activités clés du portefeuille de l'Industrie en 2013-2014.

Au nombre de nos plus importantes réalisations au cours de cette période, nous avons apporté un soutien à l'innovation en entreprise, renforcé les investissements du secteur privé dans la création d'emplois, et favorisé l'établissement de partenariats durables avec le milieu de la recherche.

En 2013-2014, Statistique Canada a continué de fournir aux Canadiens de l'information statistique fiable sur l'état de l'économie, de l'environnement et de la société au Canada afin de les aider à mieux comprendre leur pays. Le dernier exercice a été marqué de réalisations importantes, y compris la diffusion des résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages, de l'Enquête auprès des peuples autochtones et de l'Enquête sur la sécurité financière. De plus, l'organisme a continué d'améliorer l'Indice des prix à la consommation et de faire des progrès constants en matière d'allégement du fardeau de réponse. Comme toujours, Statistique Canada continuera de chercher des moyens d'améliorer la qualité des données, tout en protégeant la vie privée des Canadiens et en abaissant les coûts pour les contribuables.

Ensemble, Industrie Canada et ses partenaires du Portefeuille continueront à améliorer la compétitivité et la rentabilité, et à contribuer à la création d'emplois afin de renforcer l'économie canadienne et de respecter l'engagement du gouvernement à générer des emplois et de la croissance.

C'est avec plaisir que je présente le *Rapport ministériel sur le rendement* de Statistique Canada pour l'exercice 2013-2014.

Le ministre de l'Industrie
James Moore

Message du statisticien en chef

Statistique Canada entend s'assurer que les Canadiens disposent des renseignements essentiels dont ils ont besoin sur l'économie, la société et l'environnement du Canada pour exercer efficacement leurs activités de citoyens et de décideurs dans un monde en évolution rapide. Pour atteindre cet objectif et offrir aux Canadiens des statistiques de la plus grande qualité possible, l'organisme ne cesse de rechercher les nouvelles occasions avec imagination, ingéniosité et énergie.

D'importantes réalisations ont marqué l'exercice 2013-2014. Statistique Canada a continué de fournir des statistiques économiques pertinentes, actuelles et de grande qualité — dont les estimations du produit intérieur brut, du commerce international de marchandise et de l'inflation. De même, l'organisme a produit des statistiques sociales pertinentes, actuelles et de grande qualité sur des sujets aussi variés que l'emploi, le revenu, la santé et l'éducation.

Au cours de l'exercice écoulé, Statistique Canada a publié la version finale des résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages. La nouvelle enquête a fourni de l'information sur les caractéristiques culturelles, sociales et économiques de la population. Les données sur les peuples autochtones et sur la richesse des Canadiens ont été au nombre des autres principaux communiqués publiés en 2013-2014.

Pendant tout l'exercice, Statistique Canada a poursuivi la planification du programme du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2016. En outre, les travaux exploratoires visant une utilisation accrue des données administratives pour alléger le fardeau des répondants se sont poursuivis, et l'organisme a remanié ses structures et ses processus pour optimiser l'affectation et l'utilisation des ressources.

Statistique Canada continue de consulter les Canadiens et de solliciter leur avis à l'aide des outils collaboratifs des médias sociaux. Le Blogue de StatCan permet de leur offrir de l'information sur les grands projets et les priorités en plus de leur donner l'occasion de commenter et de poser des questions. Diffusée grâce à un nouvel outil de consultation en ligne, la question du mois permet de mesurer la satisfaction à l'endroit des programmes et des services de Statistique Canada.

Enfin, Statistique Canada continue d'être un chef de file dans l'initiative du Portail de données ouvertes du gouvernement du Canada. L'organisme héberge la toute dernière génération de ce portail, qui a été lancée avec succès en juin 2013.

Au nom de tous les employés de Statistique Canada, je remercie les Canadiens de leur appui constant.

Version originale signée par :

Wayne R. Smith
Statisticien en chef du Canada

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

Profil de l'organisation

Ministre de tutelle : James Moore

Premier dirigeant : Wayne R. Smith

Portefeuille ministériel : ministère de l'Industrie

Instruments habilitants :

- *Loi sur la statistique*[i]
- *Loi sur les déclarations des personnes morales*[ii]
- *Règlement de la Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*[1,iii]

Notre mission

Au service du Canada avec des renseignements statistiques de grande qualité qui comptent.

Année de création : Le Bureau de la statistique du Dominion a été créé en 1918. En 1971, dans le cadre de la révision de la *Loi sur la statistique*, l'organisme est devenu Statistique Canada.

Autre : En vertu de la *Loi sur la statistique*, Statistique Canada doit « recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci ».

L'organisme a deux objectifs principaux :

- fournir des renseignements statistiques et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale ainsi que du fonctionnement de la société canadienne servant de point de départ pour élaborer, réaliser et évaluer les politiques et les programmes publics, permettre aux secteurs public et privé de prendre des décisions et servir l'intérêt général de tous les Canadiens;

- promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité internationale des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires et en se conformant à des normes et des pratiques scientifiques reconnues.

Statistique Canada a son bureau central à Ottawa et des bureaux régionaux dans l'ensemble du pays, soit à Halifax, à Sherbrooke, à Montréal, à Toronto, à Sturgeon Falls, à Winnipeg, à Edmonton et à Vancouver. Les Canadiens peuvent suivre l'organisme sur Twitter et prendre connaissance du contenu des comptes Facebook et YouTube de l'organisme.

[1] Maintenant intitulé *Règlements sur les déclarations des personnes morales*.

Contexte organisationnel

Raison d'être

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de données statistiques sur le Canada afin de répondre à leurs besoins prioritaires.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*, laquelle stipule que l'organisme doit recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Elle stipule également que Statistique Canada doit mener un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et qu'il doit protéger la confidentialité des renseignements qui lui sont confiés.

Responsabilités

L'accès à des données statistiques fiables constitue le fondement des sociétés démocratiques, puisqu'il soutient la prise de décisions en fonction de données probantes dans les secteurs public et privé et éclaire le débat sur les enjeux d'intérêt public.

En vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, « le recensement et les statistiques » relèvent de la compétence fédérale. Le Parlement s'acquitte de sa responsabilité en la matière essentiellement grâce à la *Loi sur la statistique*. Cette loi a établi Statistique Canada en tant qu'organisme statistique national du Canada et déterminé son mandat, ses pouvoirs et ses obligations. Afin de réaliser son travail, Statistique Canada peut également consulter des dossiers administratifs qui constituent un complément d'information. Parallèlement à ses pouvoirs, l'organisme doit assurer la confidentialité des renseignements qu'il détient et en réserver l'utilisation à des fins statistiques.

Enfin, pour promouvoir l'efficience du système statistique national, Statistique Canada a pour mandat de collaborer avec les autres ministères et organismes, ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, à la création d'un système statistique national cohérent, bien intégré et réduisant le plus possible le double emploi et le fardeau de réponse pour les ménages et les entreprises.

Statistique Canada a aussi pour mandat, en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, de recueillir et de publier des renseignements sur les liens de parenté entre les sociétés au Canada, en particulier sur la propriété étrangère d'entreprises canadiennes.

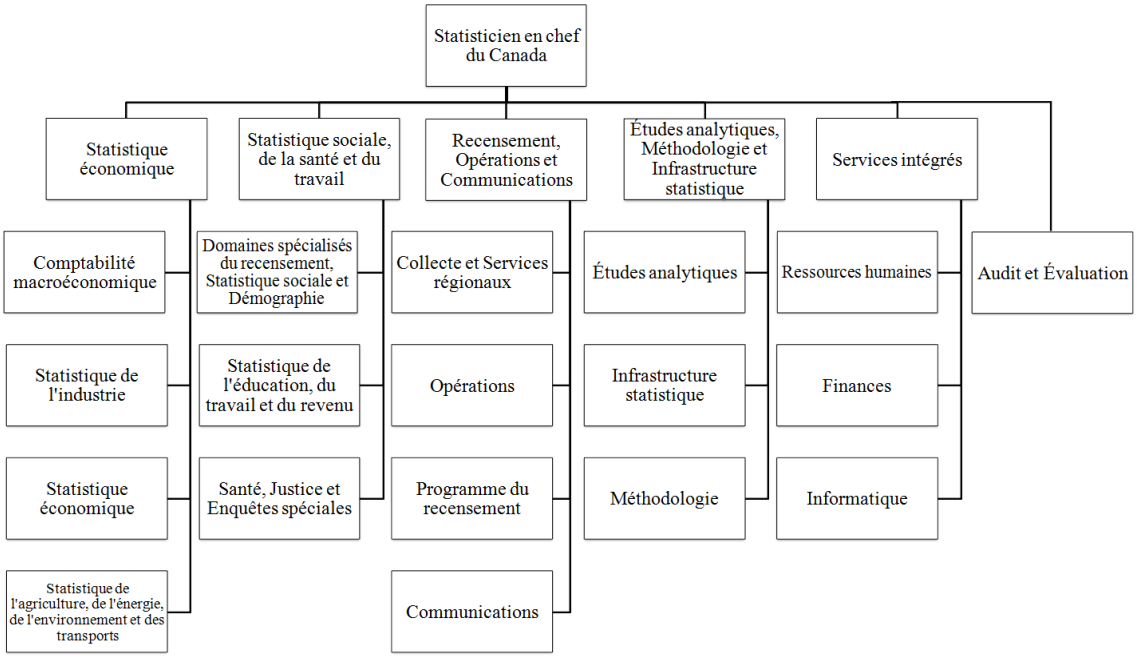
La mise en œuvre d'un grand nombre de lois et de règlements fédéraux et provinciaux exige précisément des renseignements venant de Statistique Canada. Parmi les principaux exemples, on peut citer le *Régime de pensions du Canada* et la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Indice des prix à la consommation), la *Loi sur l'assurance-emploi* (estimations

régionales de l'emploi et du chômage), la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* (nombreuses mesures économiques et démographiques); les règlements d'application de la *Loi sur les langues officielles* (données du recensement sur les langues officielles) et la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* (données du recensement sur les chiffres de population pour les régions).

Le cadre de gestion organisationnel de Statistique Canada illustre la façon dont l'organisme s'acquitte de ses responsabilités. Pour obtenir plus de détails sur ce cadre et sur les facteurs qui permettent d'atteindre les résultats stratégiques, veuillez consulter Rapports[iv].

Autre

Structure organisationnelle de Statistique Canada[1]



[1] En date de mai 2014.

Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes

Résultat stratégique 1 : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, pour éclairer le débat, la recherche et les décisions sur les questions sociales et économiques.

Programme 1 : Statistique économique et environnementale

- **Sous-programme 1.1 :** Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale[1])
- **Sous-programme 1.2 :** Statistique de l'industrie
- **Sous-programme 1.3 :** Statistique économique des entreprises
- **Sous-programme 1.4 :** Statistique de l'environnement
- **Sous-programme 1.5 :** Analyse des statistiques économiques et environnementales

Programme 2 : Statistique socioéconomique

- **Sous-programme 2.1 :** Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme
- **Sous-programme 2.2 :** Statistique de la santé et de la justice
- **Sous-programme 2.3 :** Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales
- **Sous-programme 2.4 :** Analyse des statistiques socioéconomiques

Programme 3 : Recensements

- **Sous-programme 3.1 :** Recensement de la population
- **Sous-programme 3.2 :** Recensement de l'agriculture

Programme 4 : Infrastructure statistique

- **Sous-programme 4.1 :** Services professionnels et statistiques
- **Sous-programme 4.2 :** Services statistiques opérationnels
- **Sous-programme 4.3 :** Autres services de soutien statistique

Résultat stratégique 2 : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels sont satisfaits

Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables

- **Sous-programme 5.1 :** Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale
- **Sous-programme 5.2 :** Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique

[1] Le Système de comptabilité nationale (SCN) est maintenant intitulé le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM).

Sous-programme 5.3 : Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements

Sous-programme 5.4 : Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Sous-programme 5.5 : Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes

Services internes

Priorités organisationnelles

Sommaire des progrès accomplis par rapport aux priorités

Priorité : Produire un ensemble complet de programmes statistiques en fonction du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada.	**Type :**[1] Priorité permanente	**Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme(s) :** Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique : Statistique économique et environnementale; Statistique socioéconomique; Recensements; Infrastructure statistique; Services internes.

Réaliser un programme permanent d'indicateurs économiques : Une des responsabilités fondamentales de Statistique Canada est de produire un programme complet de statistiques macroéconomiques pour appuyer la politique financière et monétaire. Les statistiques macroéconomiques jouent également un rôle de premier plan dans le calcul des paiements de péréquation versés par le gouvernement fédéral aux provinces et dans la répartition des recettes de la taxe de vente harmonisée entre le gouvernement fédéral et les provinces participantes. En 2013-2014, Statistique Canada a continué de produire des indicateurs économiques actuels et exacts. L'organisme a réalisé les enquêtes économiques mensuelles et annuelles qui servent à compiler le produit intérieur brut (PIB) et à produire d'autres indicateurs économiques pertinents. Il a publié des statistiques sur la santé financière de l'économie, par exemple la richesse nationale et la dette des ménages. Il a aussi publié des indicateurs économiques concernant notamment les ventes au détail, les livraisons manufacturières, la balance des paiements et le PIB sur une base mensuelle et trimestrielle dans les deux mois suivant la période de référence. L'organisme a également publié chaque mois le commerce international des marchandises dans les cinq semaines suivant la période de référence et l'Indice des prix à la consommation (IPC) tous les mois, dans les trois semaines suivant la période de référence. En outre, le Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique a continué de fournir aux chercheurs un accès sécurisé aux données sur les entreprises pour la réalisation d'études qui répondent aux besoins des autres ministères ainsi qu'aux besoins de chercheurs accrédités.

Réaliser un programme de statistique sociale permanent : En 2013-2014, le Programme de la statistique sociale a continué de produire des enquêtes-ménages, comme l'Enquête mensuelle sur la population active, l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, l'Enquête sociale générale, l'Enquête sur la sécurité financière, ainsi que des données sur les programmes administratifs comme la Base de données longitudinales sur les immigrants, qui permet d'établir les tendances de l'emploi, du revenu et des dépenses des familles, en plus de donner lieu à des

[1] Le type est défini comme suit : « priorité déjà établie » signifie que la priorité a été établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » signifie que la priorité a été établie au moins trois exercices avant l'exercice visé par le rapport; « priorité nouvelle » signifie que la priorité a été établie au cours de l'exercice visé par le *Rapport sur les plans et les priorités* ou le *Rapport ministériel sur le rendement*.

enquêtes sur l'emploi dans les établissements. Ce programme a également produit de l'information et des données de sortie analytiques sur des enjeux sociaux importants, dont l'immigration, l'appartenance ethnique, l'engagement social, les jeunes, les familles, les rapports entre les sexes, les personnes âgées, les Autochtones, le bien-être social, les études, la criminalité, la justice, la santé, les naissances et les décès. De plus, en 2013-2014, une nouvelle publication en ligne a vu le jour sous le titre *Regards sur la société canadienne*, et elle comprend des articles analytiques sur les enjeux sociaux et économiques pertinents pour l'établissement des politiques. De même, les estimations de la population ont été restructurées selon les chiffres du Recensement de la population de 2011, et on a centralisé la production des estimations de la population nécessaires pour les besoins de la pondération des enquêtes-ménages. Des chercheurs ont eu accès aux fichiers de microdonnées sociales grâce à différents mécanismes, dont l'Initiative de démocratisation des données, les centres de données de recherche (CDR) et l'accès à distance en temps réel.

Soutenir les besoins en données pour l'établissement de politiques et d'initiatives stratégiques : En collaboration avec les intervenants, Statistique Canada élabore des carnets de route de l'information pour répondre aux nouveaux besoins en données dans les secteurs clés de la politique sociale comme la justice, le vieillissement de la population, le marché du travail et la richesse des ménages. Ces carnets de route indiquent les mesures à prendre à l'égard des secteurs dans lesquels les données sont incomplètes ou fragmentées et dans lesquels des investissements sont nécessaires pour répondre aux besoins et aux initiatives dans le domaine des politiques. En 2013-2014, Statistique Canada a publié de l'information sur le personnel soignant et les soins dans le cadre de l'Enquête sociale générale de 2012. L'organisme a publié de nouvelles données, recueillies dans le cadre de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012, sur l'éducation, l'emploi et la santé des Inuits, des Métis et des membres des Premières Nations vivant hors réserve. Il a publié les résultats de l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2012, qui a surtout porté sur les conditions et les difficultés des Canadiens ayant une incapacité et sur leurs expériences professionnelles. Il a aussi publié les résultats canadiens du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes. L'organisme a également publié la première vague de résultats de l'Étude longitudinale et internationale des adultes. Il a poursuivi l'élaboration d'un programme visant à analyser la situation des contrevenants qui reprennent contact avec le système judiciaire et a commencé à mettre à jour les enquêtes de la justice pour tenir compte des changements récemment apportés au *Code criminel du Canada*. Il a continué de publier de l'information sur l'éducation et les résultats des étudiants postsecondaires en diffusant le Système d'information sur les étudiants postsecondaires et en publiant les données de l'Enquête nationale auprès des diplômés. Il a aussi diffusé l'information relative au bien-être économique des Canadiens.

Publier les résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : L'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 a permis de produire les données sociales et économiques dont se servent les collectivités, les entreprises et tous les ordres de gouvernement pour planifier des services comme les soins aux enfants, les périodes d'enseignement, les services aux familles, le logement, la voirie et le transport public et la formation des compétences pour l'emploi. En 2013-2014, Statistique Canada a terminé le traitement des données, dont la vérification et l'imputation ainsi que la certification et la totalisation. L'organisme a poursuivi des études sur la qualité des données, a publié les résultats de l'ENM en mai, juin et septembre 2013 et a, par la suite, diffusé des tableaux et des profils supplémentaires

vers la fin de l'exercice financier, en plus de terminer l'évaluation des leçons apprises.

Améliorer le programme de l'Indice des prix à la consommation pour mieux répondre aux besoins des ménages, des entreprises et du secteur public : L'Initiative d'amélioration de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a amorcé sa quatrième année en 2013-2014. Au cours de cette quatrième année, Statistique Canada a continué d'inclure de nouveaux produits et établissements représentatifs dans l'IPC, adopté une nouvelle strate géographique au Québec, étendu la couverture de la strate existante du sud de l'Ontario, ajouté à l'Indice d'autres éléments, augmenté les échantillons pour les grands centres urbains en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, adopté de nouvelles méthodes d'ajustement de la qualité, continué d'apporter des changements technologiques et opérationnels, notamment en réalisant une version bêta du système d'estimation de l'IPC, en plus de lancer des essais pilotes pour la collecte des données sans papier. De plus, l'organisme a continué d'automatiser les processus de traitement des données et de gestion des échantillons, qui permettent tous de produire l'IPC. La production d'un meilleur IPC, qui mesure avec une plus grande précision les variations de prix à la consommation, est importante, puisque l'IPC a de nombreuses incidences significatives sur les Canadiens. L'IPC est l'indicateur cible de la Banque du Canada pour établir une politique monétaire. On s'en sert aussi pour rajuster, dans les secteurs public et privé, les ententes portant par exemple sur les pensions, les conventions collectives, les contrats de location et les tranches d'imposition. En outre, l'IPC sert à faire baisser les valeurs « nominales » liées aux revenus et aux dépenses des consommateurs pour produire des mesures « réelles ». En éliminant les changements liés aux fluctuations de prix, on peut mieux comprendre les indicateurs mesurant l'économie ou le bien-être individuel. L'IPC est également utilisé pour réaliser de nombreuses activités analytiques auxiliaires, pour prendre des décisions d'investissement et pour établir des prévisions économiques.

Diffuser les résultats de l'Enquête sur la sécurité financière de 2012 : Statistique Canada assure une couverture constante des données sur le revenu et les dépenses des ménages. On mesure moins souvent la richesse des familles en recueillant des données sur la valeur nette, soit l'actif moins le passif. On a constaté que la richesse accuse une lacune statistique importante, ce qui nuit à l'efficacité des discussions sur les enjeux liés aux pensions de retraite et au remplacement de revenu. Plusieurs pays mènent une enquête permanente sur la richesse dans le cadre de leur programme régulier. Statistique Canada a mené, en 1999, une Enquête sur la sécurité financière, qui donne une vue d'ensemble de la valeur nette des Canadiens. On a recueilli des données sur la valeur de tous les grands actifs financiers et non financiers ainsi que sur la valeur de la dette relative aux emprunts hypothécaires, aux véhicules, aux cartes de crédit, aux prêts étudiants et à d'autres formes de crédit. En 2005, on a mené une version allégée de cette enquête. L'évolution importante de l'économie, des options et des stratégies d'investissement ainsi que du régime fiscal a probablement eu une incidence sur la valeur nette des ménages. Les principaux ministères chargés de l'élaboration de politiques et leurs comités consultatifs, dont le Conseil national de la statistique, ont fait savoir énergiquement à Statistique Canada qu'il était urgent de mettre à jour ces données. En 2012, pour produire des renseignements à jour sur la valeur nette des ménages canadiens, Statistique Canada a réalisé une nouvelle itération de l'Enquête sur la sécurité financière. Les données ont été publiées en février 2014.

Diffuser les résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 : L'Enquête auprès des peuples autochtones porte sur l'éducation, l'emploi et la santé des Inuits, des Métis et des populations des

Premières Nations vivant hors réserve. En 2013-2014, Statistique Canada a publié les résultats de l'édition 2012 de cette enquête. Ces résultats ont ensuite été présentés aux collectivités et organisations autochtones de l'ensemble du Canada dans le cadre des activités de sensibilisation de Statistique Canada auprès des peuples autochtones.

Priorité : Planifier le programme du Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture de 2016.	**Type :** Priorité permanente	**Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme :** Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique : Statistique économique; Statistique sociale; Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.

Continuer d'évaluer les programmes du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2011 : Les résultats de l'évaluation, ainsi que les résultats de l'examen des approches méthodologiques internationales qui a eu lieu en 2012-2013, ont permis à Statistique Canada de proposer des options précises pour les programmes du Recensement de 2016. En 2013-2014, Statistique Canada a élaboré une structure améliorée et un processus transparent pour établir le contenu des programmes du Recensement de 2016, a mis au point une méthodologie correspondante, puis a mené des consultations sur le contenu auprès des utilisateurs de données, a évalué les commentaires et a procédé à de nombreux essais qualitatifs en prévision d'un plus vaste essai du contenu et des formats du questionnaire de 2016 prévu en mai 2014.

Continuer les consultations auprès des utilisateurs dans le cadre de l'examen des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement afin de veiller à ce que les concepts géographiques du recensement demeurent pertinents : En 2013-2014, des consultations se sont déroulées dans le cadre du processus d'évaluation et d'élaboration des options exposées ci-dessus.

Élaborer une méthodologie de collecte qui utilise Internet comme mode principal de collecte des données : En 2013-2014, Statistique Canada a continué de raffiner et de préparer la méthodologie et les processus de collecte pour les programmes du Recensement de 2016. Pour 2016, l'objectif consiste à s'assurer que 65 % des ménages répondront en ligne au questionnaire du Recensement de la population.

Étudier la façon dont les sources administratives pourraient améliorer la qualité et l'efficacité du programme du Recensement de la population de 2016 ou alléger le fardeau des répondants : En 2013-2014, Statistique Canada a réalisé des travaux de recherche pour examiner la possibilité d'avoir davantage recours à des données administratives[1] dans les programmes de recensement afin de réduire à la fois le fardeau de réponse et les coûts.

Étudier la façon dont les sources administratives et les technologies, par exemple la télédétection, pourraient améliorer la qualité et l'efficience du Programme de la statistique agricole, dont le Recensement de l'agriculture : En 2013-2014, on a poursuivi des études de faisabilité et des consultations auprès d'intervenants du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et de l'industrie afin de répertorier de nouvelles sources de données administratives qui pourraient être utilisées

[1] Les données administratives sont recueillies pour permettre de réaliser différents programmes non statistiques. Par exemple, on conserve des données administratives pour réglementer la circulation des personnes et des marchandises aux frontières, pour répondre aux exigences des lois obligeant à enregistrer des faits particuliers comme les naissances et les décès et pour administrer les prestations, par exemple les pensions ou les obligations, comme la fiscalité (des particuliers ou des entreprises).

dans le Recensement de l'agriculture ou dans le Programme de la statistique agricole. Des études ont également permis d'évaluer la possibilité de modifier ou d'augmenter les seuils d'exclusion des enquêtes afin d'éliminer le fardeau imposé aux petites entreprises agricoles lorsqu'elles doivent répondre à une enquête. Il faut mener des travaux plus approfondis pour étudier et analyser les sources de données répertoriées qui pourraient être intégrées dans le Programme de la statistique agricole. Il faudra une collaboration interministérielle et le soutien des provinces et des territoires aux échelons supérieurs pour obtenir ces ensembles de microdonnées et évaluer la méthodologie de collecte et la qualité des données recueillies grâce à cette méthodologie, élaborer des plans d'intégration pour utiliser pleinement ces sources de données et commencer à apporter des changements au programme, dans la mesure du possible. Il faut également approfondir l'analyse des technologies de télédétection et des sources de données administratives (notamment en continuant d'intégrer les données fiscales) dans la perspective de remplacer des questions d'enquête ou des enquêtes complètes à plus long terme. À la fois art et science, la télédétection permet d'obtenir de l'information à propos d'un objet, d'une région ou d'un phénomène grâce à l'analyse des données captées par un appareil qui n'est pas en contact avec cet objet, cette région ou ce phénomène (par exemple, l'imagerie satellitaire).

Priorité : Faire les investissements les plus prioritaires nécessaires pour assurer à la fois la continuité et la qualité du programme statistique existant. Continuer de définir et de mettre en œuvre l'Architecture opérationnelle du Bureau[1] pour améliorer la robustesse, la capacité d'intervention et l'efficacité des activités opérationnelles.	**Type :** Priorité permanente	**Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme :** Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique; Statistique économique; Statistique sociale; Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.

Améliorer constamment le plan d'investissement pluriannuel pour garantir l'efficience, la continuité et la qualité de l'ensemble des programmes statistiques et de soutien : Statistique Canada a pour priorité permanente d'exercer ses activités de façon optimale afin de soutenir ses programmes et promouvoir l'innovation. L'AOB est au cœur du processus de planification, puisqu'elle permet de cibler constamment les projets transversaux qui rendent les activités de l'organisme plus robustes, mieux adaptées et plus efficaces. En 2013-2014, Statistique Canada a continué d'améliorer la planification pour s'assurer que les estimations de coûts sont réalistes, que les résultats attendus sont clairs et que les calendriers sont réalisables. L'organisme a notamment procédé à un examen en profondeur du plan d'investissements décennal pour permettre de désigner clairement les responsables opérationnels des initiatives horizontales et ainsi tenir compte de tous les investissements nécessaires pour atténuer les risques opérationnels et stratégiques. Il a aussi amélioré l'intégration des ressources humaines et de la planification financière grâce à une nouvelle stratégie générale de mise à jour de l'information dans le Système de gestion des informations salariales (SGIS) et en établissant le lien entre ce système et les plans de dotation de l'organisme.

Continuer le financement des investissements nécessaires pour assurer la continuité et la qualité des programmes : Un plan d'investissements décennal constamment mis à jour et faisant état de tous les investissements nécessaires ainsi que de leur calendrier, de leur durée et du coût estimatif par exercice financier, constitue la principale stratégie pour assurer la continuité et la qualité des programmes. Dans la planification, ces investissements font partie des priorités absolues; seuls les investissements de transformation consacrés à l'architecture opérationnelle pour en améliorer l'efficience sont plus prioritaires. Un cadre rigoureux de planification pluriannuelle permet de s'assurer que les ressources sont affectées à ces investissements essentiels avec une efficience optimale. En 2013-2014, Statistique Canada a continué de financer ces investissements tels qu'ils sont exposés dans le plan décennal.

Surveiller les projets les plus importants de l'organisme grâce au Cadre de gestion des projets de l'organisme (CGPO) et aux outils connexes : En 2012-2013, le CGPO a été mis en œuvre dans l'ensemble de l'organisme pour tous les projets dont le coût total est égal ou supérieur à 150 000 $, en mettant l'accent sur les principaux investissements de l'Architecture opérationnelle du Bureau qui permettent d'améliorer l'efficience. En 2013-2014, l'organisme a commencé à surveiller 16 autres projets importants en faisant appel aux outils du CGPO. Dans l'ensemble, il a surveillé chaque mois le bilan de

[1] L'Architecture opérationnelle du Bureau (AOB) de Statistique Canada, lancée en 2009, vise à réaliser un triple objectif : accroître l'efficience, la robustesse et la réceptivité de la structure organisationnelle, des processus et des systèmes opérationnels de l'organisme.

santé de 56 projets grâce aux tableaux de bord de la haute direction. L'organisme s'est aussi doté d'un système général de gestion des changements, des enjeux et des risques, en plus de donner, aux gestionnaires et aux cadres, une formation opérationnelle supplémentaire sur la gestion de projets et les rapports d'étape.

Continuer l'harmonisation du processus d'évaluation des programmes avec les politiques et les directives du Conseil du Trésor : Conformément à la volonté du gouvernement de démontrer qu'il fait fructifier l'argent des contribuables, Statistique Canada a mis en œuvre la Politique sur l'évaluation et renforcé ses stratégies de mesure du rendement. À Statistique Canada, la fonction d'évaluation objective relève désormais directement du statisticien en chef. Pour 2013-2014, et les exercices financiers suivants, l'amélioration de la fonction d'évaluation a nécessité le recrutement d'évaluateurs professionnels compétents et la réalisation d'un plan quinquennal continu d'évaluation. En 2013-2014, Statistique Canada a réussi à recruter des évaluateurs compétents, a professionnalisé la fonction d'évaluation et a réalisé son plan d'évaluation pour la période de 2013-2014 à 2017-2018. De plus, l'organisme a mené sa première évaluation objective auprès de la Division de l'évaluation et des pratiques professionnelles. Les résultats ont démontré que Statistique Canada respecte les politiques et les directives du Conseil du Trésor se rapportant à l'évaluation des programmes. Pour ce qui est de la couverture, le Conseil du Trésor s'attend à ce que les ministères et les organismes procèdent à des évaluations portant sur 100 % des dépenses directes consacrées à leurs programmes sur un cycle de cinq ans. En 2013-2014, trois programmes ont été évalués : Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale); Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme; Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales. Dans l'ensemble, ces trois programmes évalués ont représenté 21 % des dépenses directes consacrées aux programmes.

Continuer le renforcement du cadre de gestion de l'information de l'organisme : La gestion de l'information (GI) est essentielle à l'atteinte de l'objectif stratégique de Statistique Canada — permettre aux Canadiens d'avoir accès à une source d'information fiable. Le Plan d'action de Statistique Canada en matière de GI porte sur les défis de GI les plus prioritaires que doit relever l'organisme dans les efforts qu'il consacre à la réalisation de ses objectifs organisationnels de pertinence, de fiabilité, d'accès et de gérance. Les initiatives sont harmonisées avec les aspects prioritaires du cadre de gestion de l'information intégré du gouvernement du Canada : http://www.tbs-sct.gc.ca/im-gi/ims-sgi/ims-sgi-fra.asp. La GI continue d'être un des grands principes de l'initiative de l'AOB de l'organisme. L'intégration de bonnes pratiques de GI dans les processus opérationnels constitue un aspect crucial de plusieurs projets stratégiques. L'objectif consiste à définir et à gérer les ressources informationnelles à valeur opérationnelle. En 2013-2014, Statistique Canada a continué de surveiller la mise en œuvre de la Directive sur la gestion des fichiers de microdonnées statistiques et de la Directive sur la gestion des statistiques agrégées. La mise en œuvre de GCDOCS s'est poursuivie pour remplacer le logiciel utilisé par le Centre de gestion des documents. Les processus opérationnels ont été analysés afin de cerner les ressources informationnelles à valeur opérationnelle pour les processus statistiques et leurs impératifs en gestion de l'information, dont les calendriers de conservation et d'élimination. Une stratégie sur les normes statistiques a été approuvée et le plan d'action a reçu le financement intégré pour la mise en œuvre. L'initiative des centres de services de données a été lancée. Une fois terminée, cette approche organisationnelle intégrée dans l'enregistrement des fichiers facilitera l'accès, pour les utilisateurs autorisés, à l'ensemble des fonds des principales données statistiques de l'organisme.

Priorité : Élaborer un modèle de diffusion de pointe et axé sur l'utilisateur, qui respecte les principes de l'Initiative pour un gouvernement ouvert du gouvernement du Canada.	**Type :** Priorité nouvelle	**Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme :** Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique : Statistique économique; Statistique sociale; Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.

Entreprendre l'élaboration du Nouveau modèle de diffusion : Au cours des dernières années, le site www.statcan.gc.ca a joué un rôle prépondérant dans la diffusion des données statistiques, au Canada comme à l'étranger. L'objectif du Nouveau modèle de diffusion consiste à moderniser les méthodes et le cadre de Statistique Canada pour la diffusion cohérente des données à l'intention du public, notamment sur le site Web de l'organisme, en mettant l'accent sur les statistiques agrégées. Le projet de quatre ans, lancé en 2012-2013, consiste notamment à élaborer un entrepôt unique de données de sortie servant à la production dynamique de tableaux de données[1]; à simplifier la gamme de produits afin d'assurer l'uniformité de leur disponibilité, de leur présentation et de leur fonctionnalité dans les différents secteurs spécialisés; à examiner l'organisation du site Web et la stratégie de navigation pour s'assurer que les données de Statistique Canada sont faciles à trouver; à examiner les formats de sortie offerts, notamment la mise en œuvre d'un service de données Web. En 2013-2014, l'organisme a commencé à élaborer les systèmes proposés et à soumettre les prototypes proposés à des essais itératifs de convivialité.

Élaborer, mettre à l'essai et mettre en œuvre la nouvelle infrastructure du Portail de données ouvertes du gouvernement du Canada et l'interface utilisateur connexe : Le gouvernement du Canada produit un volume énorme de données pour permettre la réalisation de ses programmes dans les secteurs comme la santé, l'environnement, l'agriculture et les ressources naturelles. Le Portail de données ouvertes se veut un point central qui permettra de rendre les données du gouvernement faciles d'accès dans des formats lisibles par machine. On a demandé à Statistique Canada d'assurer l'hébergement, le développement et la maintenance de la nouvelle génération du Portail de données ouvertes du gouvernement du Canada, lancée avec succès le 18 juin 2013. Le lancement de ce site a permis au Canada de respecter ses engagements internationaux dans le cadre de la Charte du G8 sur les données ouvertes. Statistique Canada continue de soutenir et d'améliorer l'infrastructure du portail et de l'interface utilisateur. Cet enrichissement du portefeuille de Statistique Canada s'inscrit dans la réalisation de ses buts et objectifs, qui consistent à rendre les données statistiques plus accessibles pour le public canadien.

[1] Le site Web actuel de Statistique Canada comprend plusieurs types distincts de tableaux de données générés grâce à différents systèmes et diverses bases de données. L'un des objectifs du Nouveau modèle de diffusion consiste à simplifier cette approche pour stocker dans un seul et même répertoire les données agrégées courantes, ce qui permettra d'améliorer l'uniformité de la présentation des tableaux de données dynamiques.

Priorité : Accroître l'utilisation des données administratives pour réduire le fardeau de réponse, améliorer la qualité des données et accroître les séries de données offertes aux utilisateurs.	**Type :** Priorité permanente	**Résultat(s) stratégique(s) et/ou programme :** Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique; Statistique économique; Statistique sociale; Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.

Élaborer une approche intégrée pour favoriser la gouvernance, l'acquisition, l'utilisation et l'élimination des données administratives : Statistique Canada utilise depuis longtemps des données administratives pour la statistique économique et sociale ainsi que pour les recensements et les programmes démographiques. Ces données peuvent constituer une source de renseignements de qualité supérieure et alléger le fardeau de réponse. Statistique Canada reconnaît le besoin de gérer et de réduire autant que possible le fardeau des petites et moyennes entreprises et des contribuables canadiens. En outre, les sources de données administratives et secondaires permettent d'élaborer, à moindre coût, de nouvelles séries d'information sur les nouveaux enjeux, sans alourdir le fardeau global des répondants par rapport aux enquêtes statistiques traditionnelles. Afin d'améliorer l'utilisation qu'il fait des données administratives ou secondaires, Statistique Canada passera en revue ses pratiques afin d'assurer une approche intégrée uniforme et cohérente dans l'acquisition, la gestion, l'utilisation et l'élimination de ces données. En 2013-2014, l'organisme a procédé à un examen international de la gouvernance et des cadres connexes pour l'utilisation des sources de données administratives et secondaires. Il a passé en revue ses pratiques internes courantes pour répertorier les processus existants d'acquisition, d'utilisation et de gestion des données administratives. Il a lancé des travaux pour élaborer un cadre d'évaluation des données administratives qui permettra d'évaluer plus rapidement ces données afin de savoir si elles sont adéquates pour leur utilisation. On a fait des recommandations pour optimiser le traitement des données administratives.

Statistique Canada continue :

- de rechercher, auprès d'autres ministères fédéraux, les occasions d'obtenir des données administratives afin d'alléger le fardeau des répondants et d'enrichir les fonds d'information;
- de tirer profit du réseau d'organismes statistiques provinciaux et territoriaux et des ressources connexes pour élaborer d'autres produits d'information nationaux, à partir des données administratives fédérales, provinciales et territoriales. Par exemple, en 2013-2014, Statistique Canada a lancé un projet pilote collaboratif de validation du concept afin de produire une nouvelle série de données comparables à l'échelle nationale en faisant appel aux données administratives sur le soutien du revenu et sur l'aide sociale. Ces travaux se poursuivront en 2014-2015;
- de collaborer avec des organismes internationaux pour échanger avec eux des pratiques exemplaires et mettre en commun les résultats de recherches afin de faciliter l'utilisation accrue des données administratives;
- d'explorer le potentiel de l'utilisation des données transactionnelles détenues par des entreprises privées pour répondre à des besoins statistiques officiels.

Analyse des risques

À Statistique Canada, la gestion intégrée des risques est une activité permanente et dynamique qui permet de prendre des décisions organisationnelles; il s'agit d'un thème central du processus annuel de planification stratégique intégrée. Le Profil de risque organisationnel, qui donne une vue d'ensemble des risques les plus critiques gérés par Statistique Canada, constitue un aspect essentiel du modèle de gestion des risques de l'organisme. Ce profil, qui se veut un outil de référence concis pour la prise de décisions, fait l'objet d'un examen annuel exhaustif.

Le *Profil de risque organisationnel de 2012-2013 et de 2013-2014* met en évidence six risques organisationnels. Le tableau suivant présente trois de ces risques.

Risque	Stratégie de réponse au risque	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes
Difficultés grandissantes à joindre les répondants	Les difficultés grandissantes à joindre les répondants présentent un défi constant pour la qualité des statistiques sociales. Le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013* et celui de *2013-2014* font état de ce risque. Les stratégies d'atténuation des risques indiquées dans le *Profil de risque organisationnel de 2012-2013 et de 2013-2014* consistent à : • surveiller de près les taux de réponse et évaluer les biais potentiels dans les résultats des enquêtes; • poursuivre la recherche et le développement d'une base de sondage pour les enquêtes auprès des ménages en fonction des logements comme solution de rechange aux bases de sondage existantes; • mobiliser les répondants grâce à différents mécanismes (sites Web et médias sociaux) pour assurer des taux de réponse élevés; • examiner le recours accru à des sources de données administratives; • continuer d'innover pour répondre aux besoins des répondants, notamment en faisant davantage appel aux options multimodales de collecte de données comme les questionnaires électroniques et les appareils mobiles; • continuer d'étudier la possibilité de mener des interviews par téléphone cellulaire; • réaliser d'autres études, notamment en réexaminant les résultats des enquêtes à participation volontaire par rapport aux enquêtes à participation obligatoire, et étudier les mesures incitatives à l'intention des répondants aux enquêtes. Les mesures adoptées en 2013-2014 pour promouvoir ces stratégies ont consisté à :	Tous les programmes sont touchés.

	• adopter des méthodes de collecte sur Internet; • intégrer les numéros de téléphone cellulaire dans les processus de collecte; • faire appel à des sources de données administratives pour remplacer ou compléter des enquêtes, dans la mesure du possible; • adopter la nouvelle base de sondage intégrée pour les enquêtes auprès des ménages pour certaines enquêtes sociales (Enquête sociale générale; Enquête sur la préparation aux situations d'urgence et sur la résilience au Canada); • continuer la mise en œuvre du plan de communication stratégique à trois niveaux, conçu pour utiliser sélectivement différents produits de communication afin de mieux faire connaître les enquêtes auprès des ménages et de promouvoir la participation à ces enquêtes; • examiner et améliorer les documents et les techniques de communication avec les répondants dans le cadre des enquêtes auprès des ménages; • continuer de mettre au point la technique de conception de la collecte adaptative et d'appliquer cette approche innovante à certaines enquêtes auprès des ménages (Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes; Enquête sur la préparation aux situations d'urgence et sur la résilience au Canada; Enquête sociale générale).	
Risque pour la réputation lié aux renseignements du répondant	Toute atteinte à la sécurité réelle ou perçue de l'infrastructure informatique et des processus opérationnels connexes de Statistique Canada comporte un risque pour la réputation, la crédibilité, l'image et la confiance du public. Le *Rapport sur les plans et les priorités 2012-2013* et celui de *2013-2014* font état de ce risque. Les stratégies d'atténuation définies dans le *Profil de risque organisationnel pour 2012-2013* et *2013-2014* consistent à : • évaluer en continu l'état en cours de l'infrastructure informatique accessible au public et surveiller cette infrastructure pour repérer les points les plus vulnérables; • s'assurer que les programmes de Statistique Canada sont appuyés efficacement par les services d'infrastructure; • examiner et améliorer continuellement les méthodes et les processus de diffusion en les simplifiant et en les rationalisant; • assurer la gérance des données et la confidentialité des microdonnées utilisées pour les besoins de la statistique et de la recherche, au sein de l'organisme comme dans les centres de données de recherche, au Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique et dans l'accès à distance en temps réel; • s'assurer que les politiques, directives et pratiques de sécurité informatiques sont à jour et tiennent compte des responsabilités partagées avec d'autres ministères dans la gestion des défis et des points vulnérables; • améliorer la protection et l'alignement de la sécurité des infrastructures informatiques; • former et sensibiliser de façon accrue les employés de Statistique Canada aux questions relatives à la sécurité des	Tous les programmes sont touchés.

	renseignements classifiés et désignés. Les mesures adoptées en 2013-2014 relativement à ces stratégies consistent à : • s'assurer que la Politique sur la sécurité informatique continue de respecter les lignes directrices de la politique du Secrétariat du Conseil du Trésor et qu'elle tient compte du transfert du personnel et des services d'infrastructure en informatique; • s'assurer que des ententes sur les niveaux de service sont en vigueur et sont surveillées régulièrement; • élaborer et déployer des outils qui permettent au personnel de connaître ses obligations en ce qui concerne la sécurité des renseignements classifiés et désignés.	
Risque pour la réputation lié à la communication de la qualité des données	Il existe un risque pour la réputation de Statistique Canada comme producteur objectif de données lorsque les renseignements sur la qualité des données diffusées pour le programme du Recensement de 2011 ne sont pas communiquées de façon suffisamment informative, objective et transparente aux utilisateurs de données. Les stratégies d'atténuation définies dans le *Profil de risque organisationnel de 2012-2013* et dans celui de *2013-2014* consistent à : • communiquer dès que possible et de manière transparente les résultats et la qualité des données connexes du Recensement de la population et de l'Enquête nationale auprès des ménages; • s'assurer qu'on fait la distinction entre la nature et la portée du Recensement de la population et de l'Enquête nationale auprès des ménages pour informer les utilisateurs et éviter la confusion; • s'assurer que des processus et des systèmes fiables pour la vérification, l'imputation et l'estimation sont en place et mis à l'essai et que, dans la mesure du possible, que l'on prévient les risques associés au biais de non-réponse potentiel et que des mesures d'atténuation sont mises en œuvre pour respecter le calendrier de diffusion des résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM). Les mesures adoptées en 2013-2014 pour promouvoir ces stratégies consistent à : • évaluer rigoureusement la qualité des données à diffuser et s'assurer que les communications à propos des problèmes de qualité des données de l'ENM sont exhaustives, factuelles et transparentes; • produire de nombreux documents de référence, dont des coefficients de variation (c.v.) pour les variables de l'ENM à différents niveaux géographiques. Les c.v. constituent pour les utilisateurs un outil supplémentaire qui leur permet de comprendre les données et leur fiabilité à différents niveaux de géographie pour les petites populations ou pour les combinaisons de petites populations et de petits niveaux de géographie.	Tous les programmes sont touchés.

Dépenses réelles

Le programme statistique de l'organisme a deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. Ces dernières années, les revenus « disponibles » des activités à frais recouvrables ont apporté de 90 millions à 100 millions de dollars par an à l'ensemble des ressources de Statistique Canada. Les ministères fédéraux fournissent une large part de ces revenus disponibles pour financer certains projets statistiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues)
400 620 413	400 620 413	497 299 213	471 511 775	70 891 362

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues pour 2013-2014 est essentiellement attribuable à des paiements de liquidation d'indemnités de départ relatifs à la signature de conventions collectives et au financement reçu pendant l'exercice grâce à des budgets supplémentaires de dépenses pour le programme du Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture de 2016.

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
4 513	4 589	76

Les ETP comprennent environ 190 fonctionnaires en poste dans l'ensemble du Canada, mais hors de la région de la capitale nationale. Ils ne tiennent pas compte d'environ 1 800 intervieweurs en poste hors de la région de la capitale nationale. Ces intervieweurs sont des employés à temps partiel dont les semaines de travail varient en fonction du volume de travail disponible pour la collecte de données. Ils sont embauchés conformément à la *Loi sur la statistique*, en vertu des pouvoirs du ministre de l'Industrie. Ils sont régis par deux conventions collectives distinctes et sont recrutés par l'entremise des Opérations des enquêtes statistiques. De nombreux produits principaux de Statistique Canada sont largement tributaires de la collecte et de l'analyse des données et de l'administration de ces activités, qui se déroulent dans les régions.

L'écart entre les ressources humaines (ETP) réelles et prévues pour 2013-2014 s'explique essentiellement par le financement reçu durant l'exercice grâce à des budgets

supplémentaires de dépenses pour les programmes de Recensement de 2016. Une partie de l'augmentation est effacée par l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Sommaire du rendement budgétaire pour les résultats stratégiques et les programmes (en dollars)

Résultats stratégiques, programmes et services internes	Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2011-2012
Résultat stratégique 1 : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.								
Statistique économique et environnementale	115 166 472	115 166 472	127 927 320	125 565 446	131 515 310	130 781 314	141 149 270	125 246 432
Statistique socioéconomique	95 775 203	95 775 203	93 735 987	93 450 315	101 347 898	103 547 956	125 352 373	105 784 124
Recensements	11 517 721	11 517 721	3 263 305	435 413	50 861 303	45 036 722	48 740 773	325 696 684
Infrastructure statistique	127 380 733	127 380 733	98 556 365	102 194 502	158 343 771	135 719 900	135 419 827	108 284 359
Total partiel	**349 840 129**	**349 840 129**	**323 482 977**	**321 645 675**	**442 068 282**	**415 085 892**	**450 662 243**	**665 011 599**
Résultat stratégique 2 : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels sont satisfaits.								
Services statistiques à frais recouvrables	0	0	0	0	0	-279 336	0	0
Total partiel	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-279 336**	**0**	**0**
Services internes Total partiel	50 780 284	50 780 284	56 072 548	55 534 516	55 230 931	56 705 219	69 229 066	79 100 245
Total	**400 620 413**	**400 620 413**	**379 555 525**	**377 180 191**	**497 299 213**	**471 511 775**	**519 891 309**	**744 111 844**

En 2013-2014, Statistique Canada a adopté la nouvelle Architecture d'alignement des programmes, pour mieux rendre compte de ses activités et pour permettre d'analyser les tendances constantes relevées dans les indicateurs de rendement.

La diminution des dépenses réelles de l'exercice 2012-2013 par rapport à 2011-2012 s'explique essentiellement par le profil des programmes de recensements. Puisque les recensements ont eu lieu en mai 2011, l'exercice 2011-2012 est l'année de pointe de ces activités.

La diminution des dépenses réelles de l'exercice 2013-2014 par rapport à 2012-2013 résulte de la baisse des paiements de liquidation d'indemnités de départ liés à la signature de conventions collectives, de la réduction des coûts du réaménagement des effectifs par rapport à l'exercice précédent et de la mise en oeuvre de l'organisme des changements du Budget de 2012. Ces réductions sont effacées en partie par les hausses de salaire des conventions collectives.

De plus amples renseignements sur l'Architecture d'alignement des programmes (AAP) se trouvent dans les sections suivantes.

Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernementale

Harmonisation des dépenses réelles de 2013-2014 avec le cadre pangouvernemental[v] (en dollars)

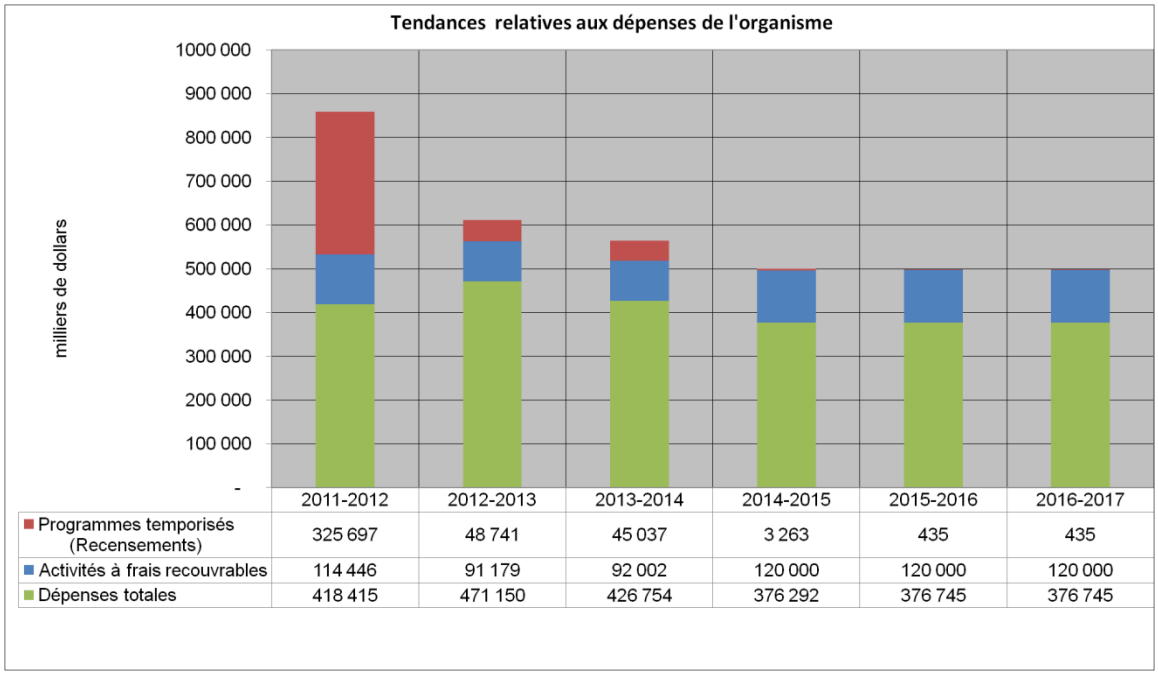
Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses réelles 2013-2014
Résultat stratégique 1 : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.	1.1 Statistique économique et environnementale	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	130 781 314
	1.2 Statistique socioéconomique	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	103 547 956
	1.3 Recensements	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	45 036 722
	1.4 Infrastructure statistique	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	135 719 900
Résultat stratégique 2 : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels sont satisfaits.	2.1 Services statistiques à frais recouvrables	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	-279 336

Total des dépenses par secteur de dépenses (en dollars)

Secteurs de dépenses	Total des dépenses prévues	Total des dépenses réelles
Affaires économiques	0	0
Affaires sociales	0	0
Affaires internationales	0	0
Affaires gouvernementales	349 840 129	414 806 556

Tendances relatives aux dépenses de l'organisme

Le graphique suivant présente la tendance de l'évolution des dépenses prévues et des dépenses réelles de l'organisme.



	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Programmes temporisés (Recensements)	325 697	48 741	45 037	3 263	435	435
Activités à frais recouvrables	114 446	91 179	92 002	120 000	120 000	120 000
Dépenses totales	418 415	471 150	426 754	376 292	376 745	376 745

Note : Selon le financement approuvé du Budget principal des dépenses. En date du 31 mars, 2014, le financement pour le programme du Recensement de 2016 est à venir.

Comme le montre le graphique, les dépenses totales et les dépenses nettes ont culminé en 2011-2012, lorsque le Recensement de la population de 2011 et le Recensement de l'agriculture de 2011 ont été réalisés, puis elles ont baissé considérablement en 2012-2013 lorsque ces activités ont commencé à se résorber. Cette tendance, qui caractérise l'organisme, résulte des cycles quinquennaux du programme du recensement.

Le graphique démontre aussi que les dépenses nettes des activités à frais recouvrables et des recensements baissent sur une période de six exercices financiers en raison de compressions budgétaires. L'augmentation des dépenses nettes des activités à frais recouvrables et des recensements en 2012-2013 et 2013-2014 s'explique surtout par les paiements de liquidation d'indemnités de départ liés à la signature de conventions collectives et aux coûts du réaménagement des effectifs, qui représentent des dépenses de transition ponctuelles.

Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements au sujet des crédits votés et des dépenses législatives de Statistique Canada, veuillez consulter les *Comptes publics du Canada 2014* sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada[vi].

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

La présente section porte sur les activités des programmes de Statistique Canada ainsi que sur les ressources financières et non financières consacrées à chacune de ces activités. On indique, pour chaque programme, les activités prévues, les indicateurs, les cibles et le calendrier.

Résultat stratégique 1

Résultat stratégique : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, qui servent à alimenter les débats, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.		
Indicateurs de rendement	**Cibles**	**Résultats réels**
Nombre de visites du site Web de Statistique Canada[1]	8 200 000	25 217 504

Programmes

- Statistique économique et environnementale
- Statistique socioéconomique
- Recensements
- Infrastructure statistique

Note sur les indicateurs non disponibles

L'indicateur de rendement « Pourcentage des utilisateurs clés (ministères fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données » ne fait pas partie du *Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014*. Cet indicateur s'applique au programme 1 (Statistique économique et environnementale) et à ses sous-programmes, au programme 2 (Statistique socioéconomique) et à ses sous-programmes et au programme 3 (Recensements). Il s'agit d'un nouvel indicateur qui est toujours en cours d'élaboration. Toutefois, les évaluations des programmes comprennent des renseignements qualitatifs sur la satisfaction des clients. Ces évaluations[vii], menées en vertu de la Politique d'évaluation du Conseil du Trésor, sont publiées sur le site Web de Statistique Canada.

L'indicateur de rendement « Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Nombre de visites du site Web attribuables aux renvois d'autres sites Web.

aux données » ne fait pas partie du *Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014* pour le programme 3 (Recensements) ni pour le sous-programme 3.1 (Recensement de la population). Ce nouvel indicateur, qui sera évalué une fois tous les cinq ans, devrait faire partie du *Rapport ministériel sur le rendement 2014-2015*.

Programme 1 : Statistique économique et environnementale

Description du programme

Le programme de la statistique économique et environnementale a pour objectif de créer une source fiable, pertinente et exhaustive d'information sur l'ensemble de l'économie canadienne, afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques, d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques, et de guider les entreprises dans leurs décisions. Ce programme représente la principale source d'information pour l'élaboration des politiques fiscales et monétaires du pays et pour l'étude de l'évolution économique des industries et des régions au Canada. Ces statistiques permettent de satisfaire diverses exigences législatives, notamment celles prévues dans le *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, les accords sur les revendications territoriales et l'Entente intégrée globale de coordination fiscale concernant la taxe de vente harmonisée. Ces données sont aussi essentielles pour la recherche et l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux, comme la Banque du Canada, Finances Canada, Industrie Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada[1], ainsi que par les gouvernements provinciaux et territoriaux. Elles sont largement utilisées par le secteur privé pour la planification opérationnelle et la prise de décisions, de même que par des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU). Parmi les produits figurent les mesures mensuelles et annuelles du produit intérieur brut (PIB), l'Indice des prix à la consommation (IPC), les indicateurs actuels du commerce de détail et de gros, les statistiques sur les exportations et les importations canadiennes de marchandises, les estimations des revenus et des dépenses agricoles, les statistiques du transport et les statistiques nécessaires à l'analyse des relations entre l'activité humaine et l'environnement au Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
115 166 472	115 166 472	131 515 310	130 781 314	15 614 842

[1] Maintenant intitulé : Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
1 153	1 192	39

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu durant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour s'acquitter des obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux, et des réalignements budgétaires internes permanents entre les activités du programme. Les dépenses de ce programme sont conformes au financement mis à la disposition de l'organisme, avec un léger écart de 0,5 %.

Indicateurs de rendement — Statistique économique et environnementale

Programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultat réel
Les organismes des secteurs public et privé font appel à la Statistique économique et environnementale pour surveiller l'économie, élaborer des politiques et faire de la recherche.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique économique et environnementale

Les organismes des secteurs public et privé font appel à la Statistique économique et environnementale pour surveiller l'économie, élaborer des politiques et faire de la recherche.

Activités de 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des indicateurs économiques actuels et exacts. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Allégement du fardeau de réponse et utilisation accrue des données administratives : Statistique Canada a collaboré avec d'autres ministères fédéraux pour harmoniser et coordonner les besoins en information, quel qu'en soit l'objet; l'organisme a en outre mené des études de faisabilité sur le remplacement des données d'enquête par d'autres données administratives (provenant de différentes sources fédérales, provinciales et municipales).
- Stratégies de mesure du rendement : deux importants programmes de la statistique économique — le programme de la Statistique de l'environnement et le Recensement de l'agriculture — ont été dotés de stratégies de mesure du rendement parfaitement conformes aux lignes directrices du Conseil du Trésor pour veiller au respect de la *Politique sur la structure de la gestion, des ressources et des résultats* et pour définir les résultats prévus et les indicateurs de rendement de chaque programme. La collecte d'information et la surveillance de ces indicateurs auront lieu au cours du prochain exercice financier.

Sous-programme 1.1 : Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale[1])

Description du sous-programme

Ce programme établit un cadre conceptuel intégré de statistiques et d'analyses servant à étudier l'évolution de l'économie canadienne. Les comptes servent d'abord et avant tout à mesurer la production de biens et de services ainsi que les achats et les ventes de biens et de services sur les marchés nationaux et internationaux. Les indices de prix correspondants sont calculés, et des estimations de l'activité économique en chiffres réels ainsi qu'en chiffres corrigés de l'inflation sont établies. Les flux monétaires font l'objet d'un suivi pour les quatre grands secteurs de l'économie, soit les ménages, les entreprises, les administrations publiques et les non-résidents. L'épargne, les investissements, les actifs, les passifs ainsi que le patrimoine national sont mesurés. Le programme produit également des statistiques sur les opérations économiques et sur les actifs et les passifs du Canada par rapport au reste du monde. Les principaux produits de ce programme sont la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux. Sont aussi produites des statistiques sur les finances et l'emploi dans le secteur public canadien, plus précisément sur les recettes, les dépenses, les actifs, les passifs et les dettes des administrations publiques (fédérale, provinciales et municipales), y compris les établissements publics de santé et d'enseignement. Le programme contribue à donner suite à différentes exigences législatives, notamment celles prévues dans le *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, l'Entente intégrée globale de coordination fiscale et la Norme spéciale de diffusion des données convenue avec le Fonds monétaire international. Les résultats qu'il génère, comme le produit intérieur brut (PIB), le bilan et les flux financiers, les comptes économiques provinciaux, les tableaux d'entrées-sorties et les comptes satellites du travail ménager et du tourisme, sont d'une importance cruciale dans l'optique de l'élaboration des politiques ainsi que des responsabilités opérationnelles de la Banque du Canada, de Finances Canada, d'Industrie Canada, d'Affaires étrangères et Commerce international Canada[2] et de plusieurs autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux. Le secteur privé en fait lui aussi un grand usage.

[1] Le Système de comptabilité nationale (SCN) est maintenant intitulé le Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM).

[2] Maintenant intitulé : Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
27 705 183	27 172 329	-532 854

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
302	250	-52

- Dans les dépenses comme dans les ETP, l'écart s'explique par les réaffectations internes temporaires effectuées durant l'exercice pour mieux harmoniser les ressources avec les priorités de l'organisme. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale)

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes des secteurs public et privé font appel aux statistiques des Comptes nationaux pour éclairer le débat sur les questions macroéconomiques, la recherche et l'analyse économiques, les décisions à prendre et l'application de la politique macroéconomique.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations du programme du PIB et de la balance des paiements internationaux dans les médias[1]	750	1 330

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Nombre de citations du programme du PIB dans les médias.

Analyse du rendement et leçons apprises — Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale)

Les organismes des secteurs public et privé font appel aux statistiques des Comptes nationaux pour éclairer le débat sur les questions macroéconomiques, la recherche et l'analyse économiques, la prise de décisions et l'application de la politique macroéconomique. Ces statistiques constituent également un volet essentiel des rapports que le Canada doit déposer auprès d'organismes internationaux comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI) et les Nations Unies.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire un ensemble complet de statistiques macroéconomiques, réalisé à partir d'un cadre de comptabilité macroéconomique conceptuellement intégré et indispensable pour comprendre et étudier l'évolution et la structure de l'économie canadienne.
- Poursuite du renouvellement du Système canadien des comptes macroéconomiques (SCCM) : Statistique Canada a élaboré un plan intégré pour mettre en œuvre la prochaine révision exhaustive des comptes macroéconomiques canadiens en 2015. Il a poursuivi les travaux conceptuels et statistiques se rapportant à la continuité de la mise en œuvre des normes internationales et a amélioré et adapté les méthodes et les processus pour apporter des changements aux données sources et publié des séries chronologiques uniformes de comptes provinciaux, territoriaux et nationaux remontant à 1981.
- Modernisation du programme des Statistiques de finances publiques : Statistique Canada a continué de mettre en œuvre la nouvelle norme du FMI pour communiquer les statistiques financières gouvernementales. L'organisme a donné de l'information aux principaux intervenants à propos des nouvelles normes et classifications statistiques de la comptabilité. Il a appuyé le renouvellement, en 2014-2015, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Il a diffusé, en novembre 2013, les premières données statistiques sur les finances gouvernementales pour l'administration de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. De plus, il a finalisé une stratégie de diffusion des statistiques des finances publiques.

Sous-programme 1.2 : Statistique de l'industrie

Description du sous-programme

Ce programme planifie, oriente, coordonne et contrôle la production d'information statistique et la formulation de conseils sur les secteurs du commerce, de la fabrication, de l'énergie et des services, à l'intention des administrations publiques, des organismes privés et des institutions. Il produit des statistiques sur les activités du secteur de l'agriculture et de ses participants, ce qui comprend les estimations nationales et provinciales aux fins du Système de comptabilité nationale, de même qu'une information statistique uniforme, intégrée, complète et actuelle sur tous les modes de transport. Ces statistiques sont produites au moyen d'enquêtes annuelles et infra-annuelles sur la fabrication, l'énergie, le commerce de détail et de gros, y compris une enquête mensuelle sur les ventes de véhicules automobiles neufs. Le programme regroupe également des enquêtes annuelles et infra-annuelles sur les revenus et les prix, en plus des statistiques des récoltes et du bétail. Le programme fournit au Système de comptabilité nationale des données qui sont requises aux fins du *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et de la Norme spéciale de diffusion des données convenue avec le Fonds monétaire international. Les données du programme sont requises dans le cadre de la participation du Canada à l'Accord de libre-échange nord-américain en vertu de la disposition sur le retour au droit NPF et du règlement d'application de la *Loi sur les banques* (article 427). Le programme répond également aux besoins en information de Transports Canada, de l'Office des transports du Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, d'autres ministères fédéraux, des gouvernements provinciaux, des organisations internationales, des associations sectorielles, du milieu universitaire et du grand public.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
32 911 417	47 560 691	14 649 274

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
306	427	121

- Dans les dépenses comme dans les ETP, l'écart résulte principalement d'une augmentation, pendant l'exercice financier, des autorisations en raison d'une réaffectation budgétaire interne permanente du sous-programme 4.3 (Autres

services de soutien statistique) à ce sous-programme et du financement supplémentaire obtenu durant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour s'acquitter des obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Statistique de l'industrie

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes des secteurs public et privé font appel à l'Enquête mensuelle sur l'industrie manufacturière, le commerce de détail et le commerce de gros pour surveiller l'économie, faire de la recherche et élaborer des politiques.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations de chaque programme essentiel à la mission dans les médias	1 100	1 223

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de l'industrie

Les organismes des secteurs public et privé font appel à l'Enquête mensuelle sur l'industrie manufacturière, le commerce de détail et le commerce de gros pour surveiller l'économie, faire de la recherche et élaborer des politiques.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des données et des conseils statistiques sur des sujets comme l'agriculture, le commerce, la fabrication, l'énergie et les services à l'intention des gouvernements, des organismes privés et des institutions.
- Programme intégré de la statistique des entreprises (PISE) : Statistique Canada a terminé l'élaboration et la mise à l'essai des questionnaires électroniques du premier groupe d'enquêtes intégrées au PISE. Il a construit et mis à l'essai les systèmes de traitement du contenu et des enquêtes. Il a terminé l'élaboration d'une base de données des enquêtes. L'organisme a élaboré une stratégie pour analyser les nouvelles séries de données. Aussi, il a élaboré et commencé à mettre en œuvre le nouveau modèle. Le PISE est une initiative majeure, qui a une incidence considérable sur la statistique de l'industrie. L'objectif de ce programme consiste à rationaliser et consolider l'environnement de traitement des

enquêtes-entreprises de l'organisme en réduisant la variété de méthodes et d'applications électroniques dans l'ensemble des enquêtes et en maximisant les solutions communes et intégrées. Lorsqu'il sera terminé, le programme constituera un environnement de traitement commun pour plus de 150 enquêtes-entreprises et fera de la collecte des données électronique la principale méthode de collecte des données.

- Programme de la statistique agricole : Statistique Canada a continué de mettre au point ce programme et, en particulier, de rechercher les moyens de réduire davantage le fardeau de réponse imposé aux agriculteurs. En plus des mesures déjà adoptées, par exemple la réduction, la coordination et la rotation des échantillons, le programme permet de réduire la population de certaines enquêtes afin d'exclure les petites entreprises agricoles, d'utiliser de façon accrue les données administratives pour remplacer les questions d'enquête tout en approfondissant le potentiel des autres données administratives inexploitées provenant du programme de gestion des risques, de lancer les travaux visant le remplacement des questions détaillées sur les dépenses dans les prochains recensements de l'agriculture, de soumettre à des essais le remplacement de certaines variables financières dans l'Enquête financière sur les fermes par des données sur la fiscalité afin d'apporter ce changement dans l'année de référence 2015 et d'accentuer les activités d'évaluation de l'utilisation des applications et des données de télédétection provenant de l'imagerie satellitaire afin de remplacer des questions d'enquête ou des enquêtes complètes à plus long terme.

Sous-programme 1.3 : Statistique économique des entreprises

Description du sous-programme

Ce programme planifie, oriente, coordonne et contrôle la production d'information statistique et la formulation de conseils sur les statistiques financières et fiscales des entreprises, le commerce international, l'investissement et le stock de capital, les prix à la consommation et les prix industriels, les petites entreprises, la science, l'innovation et l'information électronique, à l'intention des administrations publiques, des organismes privés et des institutions. Ce programme sert à assurer le suivi de la taille, de la structure financière et des modes de propriété du secteur des entreprises au Canada. Il lui incombe aussi de mesurer la production dans le secteur de la finance et des assurances. Sont produites des données ayant trait à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, les Statistiques financières et fiscales des entreprises, les statistiques sur les exportations et les importations canadiennes de marchandises ainsi que les indices connexes de prix et de volumes (sur la base douanière et sur la base de la balance des paiements). Ce programme fournit au Système de comptabilité nationale des données qui sont requises en vertu de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, du *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et de l'Entente intégrée globale de coordination fiscale. L'Indice des prix à la consommation (IPC) et d'autres indices de prix (prix des produits industriels, prix à la production pour les services, prix de la construction non résidentielle, prix des logements neufs, prix des machines et du matériel, prix des entrées dans l'agriculture) sont mentionnés dans bon nombre de lois pour diverses raisons : *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, rajustement des déductions fiscales de base et indicateurs de l'inflation dans l'Entente relative à la cible de maîtrise de l'inflation conclue entre le gouvernement du Canada et la Banque du Canada. Ces indicateurs sont aussi requis aux fins du Système de comptabilité nationale pour l'application de la *Loi sur les arrangements fiscaux* et de la Norme spéciale de diffusion des données convenue avec le Fonds monétaire international.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
47 474 800	46 845 135	-629 665

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
476	445	-31

- Pour les dépenses comme pour les ETP, l'écart résulte de réaffectations internes temporaires effectuées durant l'exercice pour mieux harmoniser les ressources avec les priorités de l'organisme. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Statistique économique des entreprises

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes des secteurs public et privé font appel à l'Indice des prix à la consommation, aux statistiques sur le commerce international des marchandises au Canada et aux statistiques financières trimestrielles des entreprises pour surveiller l'économie, faire de la recherche et élaborer des politiques.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations de chaque programme essentiel à la mission dans les médias	1 700	2 050

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique économique des entreprises

Les organismes des secteurs public et privé font appel à l'Indice des prix à la consommation, aux données sur le commerce international des marchandises du Canada et aux statistiques financières trimestrielles des entreprises pour surveiller l'économie, faire de la recherche et élaborer des politiques.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des statistiques liées à l'organisation industrielle et au rendement financier des entreprises, au commerce international, à l'investissement, au stock de capital, aux sciences et aux technologies, ainsi qu'aux prix à la consommation et aux prix des producteurs.

- Amélioration de l'Indice des prix à la consommation : la refonte s'est poursuivie. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise : la deuxième itération de cette enquête est terminée. Ce travail est le fruit de l'investissement d'un consortium d'intervenants des gouvernements fédéral et provinciaux. L'enquête apportera des données clés sur les décisions stratégiques, les activités d'innovation et les tactiques opérationnelles des entreprises canadiennes. Ces données sont particulièrement utiles pour soutenir les chercheurs du gouvernement dans leurs travaux sur les comportements et la prise de décisions, les pratiques de gestion, la chaîne de valeur globale et l'utilisation des technologies de pointe dans les entreprises.
- L'évaluation de l'Indice des prix à la consommation (IPC) et de l'Initiative d'amélioration de l'IPC a pris fin en mai 2013. Elle a révélé que les répondants ayant participé à l'étude considèrent que l'Indice des prix à la consommation est un indice fiable et de haute qualité. Les résultats indiquent que l'IPC est opportun, pertinent et crédible et que Statistique Canada est la seule organisation au Canada qui peut produire l'IPC. Statistique Canada est également vu comme un organisme gouvernemental indépendant extrêmement digne de confiance jouissant d'une forte crédibilité et faisant preuve d'une grande neutralité. En outre, l'évaluation a permis de constater que les diverses parties intéressées s'attendent de plus en plus à obtenir des renseignements plus détaillés et des mises à jour plus fréquentes concernant l'IPC et l'Initiative d'amélioration de l'IPC; elle a par ailleurs confirmé que cette initiative visait les bons objectifs et qu'elle devrait les atteindre dans les délais prévus. Des recommandations ont également été formulées concernant trois domaines clés : l'adaptation aux besoins changeants des utilisateurs, la gouvernance interne et la communication avec les utilisateurs. À la suite de ces recommandations, le programme a réalisé des progrès importants dans les trois domaines en question.
- Autres activités : les classifications et les produits retrouvés dans les indices des prix des produits industriels et des matières brutes ont été mis à jour pour tenir compte des changements survenus dans l'économie canadienne. On a lancé le nouvel indice des prix des services de prêt.

Sous-programme 1.4 : Statistique de l'environnement

Description du sous-programme

Ce programme intègre l'information environnementale et socioéconomique dans des ensembles de statistiques pertinentes pour l'analyse des liens entre l'activité humaine et l'environnement au Canada. Les principaux produits de ce programme sont des estimations chronologiques de diverses composantes du patrimoine environnemental du Canada (eau, air pur, forêts, minéraux du sous-sol), de l'utilisation des ressources naturelles, des flux de pollution et des dépenses pour la protection de l'environnement. Une base de données géographique détaillée facilite les études environnementales par région écologique ou par bassin hydrographique. Le programme produit un recueil annuel intitulé *L'activité humaine et l'environnement*, très utilisé par les écoles et les décideurs des gouvernements fédéral et provinciaux. Les produits du programme sont utilisés par Environnement Canada, Ressources naturelles Canada, des ministères provinciaux et divers organismes du secteur privé et institutions internationales.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
3 740 285	5 797 849	2 057 564

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
37	42	5

- Pour les dépenses comme pour les ETP, l'écart est surtout attribuable à la cyclicité de deux projets qui reçoivent un financement supplémentaire afin de produire des résultats une année sur deux. Une partie de l'écart s'explique aussi par le financement supplémentaire obtenu durant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents engagées pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Statistique de l'environnement

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes du secteur public et du secteur privé consultent les comptes environnementaux et les données statistiques environnementales sur l'évolution de la relation entre l'activité humaine et l'économie du Canada pour éclairer le débat, la recherche et les décisions sur les questions environnementales.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations des publications de statistiques environnementales du *Quotidien* dans les médias	20	20

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de l'environnement

Les organismes des secteurs public et privé consultent les comptes environnementaux et les données statistiques environnementales sur l'évolution de la relation entre l'activité humaine et l'économie du Canada pour éclairer le débat, la recherche et la prise de décisions sur des enjeux environnementaux.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des renseignements et des conseils statistiques sur des sujets liés à l'environnement.
- Cadre pour les statistiques de l'environnement en fonction du capital naturel : après plusieurs années d'élaboration et de consultation, Statistique Canada a terminé l'élaboration d'un cadre fondé sur le capital naturel pour la statistique de l'environnement. Ce cadre est essentiel pour examiner le programme de la Statistique de l'environnement existant et pour cerner les lacunes statistiques. À l'heure actuelle, on attribue des priorités à ces lacunes dans le cadre de discussions avec les principaux groupes d'utilisateurs et on établit un plan à moyen terme pour réduire le nombre de ces lacunes ou les éliminer en rythmant la mise en œuvre selon la disponibilité des ressources. L'organisme a également publié les résultats du projet de recherche interministériel intitulé « Mesure des biens et services écosystémiques », qui seront publiés dans l'édition 2013-2014 du rapport *L'activité humaine et l'environnement*, en plus d'élaborer un plan à moyen terme pour le programme de la Statistique de l'environnement et de cerner les principales lacunes statistiques.

Sous-programme 1.5 : Analyse des statistiques économiques et environnementales

Description du sous-programme

Ce programme intègre, analyse et interprète des données recueillies à la fois au Bureau et ailleurs pour décrire la nature de la société et de l'économie canadiennes et tirer des conclusions à ce sujet. Le programme planifie, oriente, coordonne et produit toute une gamme d'analyses et de publications statistiques, et élabore, met à jour et diffuse plusieurs modèles de microsimulation. Le programme fournit un sommaire de la conjoncture économique par des articles publiés dans *L'Observateur économique canadien*[1], des rapports analytiques et des estimations annuelles de la productivité multifactorielle. Ces activités sont essentielles pour la Banque du Canada, Finances Canada, Industrie Canada et la communauté financière du secteur privé. Des techniques nouvelles et améliorées d'analyse et d'interprétation statistiques des ensembles de données économiques sont mises au point. Le programme joue également un rôle important en matière d'assurance de la qualité afin d'évaluer l'exactitude et la pertinence des statistiques produites, d'aider les utilisateurs à interpréter les données, et d'élaborer les concepts nécessaires à la production des statistiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
3 334 787	3 405 310	70 523

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
32	28	-4

- Le léger écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles s'explique surtout par le financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

[1] Maintenant intitulé : *Aperçus économiques*.

Indicateurs de rendement — Analyse des statistiques économiques et environnementales

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes des secteurs public et privé font appel aux résultats des analyses, modèles, bases de données et autres produits d'information statistiques pour éclairer le débat, la recherche et les décisions sur les questions économiques et environnementales.	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des produits analytiques.	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations professionnelles[1]	50	1 882

Analyse du rendement et leçons apprises — Analyse des statistiques économiques et environnementales

Les organismes des secteurs public et privé font appel aux résultats des analyses, aux modèles, aux bases de données et aux autres produits d'information statistiques pour éclairer le débat, la recherche et la prise de décisions sur les enjeux économiques et environnementaux.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des résultats d'analyses, de travaux d'élaboration de données et de modélisation pertinents sur un large éventail de sujets et de se pencher sur des enjeux d'actualité préoccupant l'ensemble des administrations publiques, des entreprises, des institutions et des organismes non gouvernementaux. Les résultats comprennent des études de productivité dans le secteur de la santé, l'effet de la base de ressources sur la productivité et les différences entre les grandes sociétés et les petites entreprises.
- Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique (CDRE) : ce groupe a continué de fournir un accès sécurisé aux chercheurs pour les études répondant aux besoins d'autres ministères et de chercheurs accrédités.

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Nombre de citations dans les médias des produits analytiques économiques et environnementaux.

Programme 2 : Statistique socioéconomique

Description du programme

Le programme de la statistique socioéconomique vise à fournir des données intégrées et des analyses pertinentes sur les caractéristiques sociales et socioéconomiques des personnes, des familles et des ménages et sur les principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être. Cette information sert à éclairer le débat public sur les questions socioéconomiques, à soutenir l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales et à orienter la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ce programme constitue la principale source d'information pour l'évaluation des répercussions de l'évolution de la situation économique sur les Canadiens. Ces renseignements sont largement utilisés par divers ministères fédéraux, comme Ressources humaines et Développement des compétences Canada[1], Industrie Canada, Justice Canada, Sécurité publique Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Patrimoine canadien, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Transports Canada et Infrastructure Canada, de même que par les administrations provinciales pour évaluer les options et les solutions de rechange en matière de politiques économiques et sociales et pour en établir les coûts. Le programme de la statistique socioéconomique permet de satisfaire diverses exigences statistiques énoncées dans les lois ou les règlements dans les domaines du travail, de l'immigration et de l'équité en matière d'emploi. Il fournit en outre de l'information, des analyses et des mesures concernant les installations, les organismes et les systèmes financés par les fonds publics qui visent à répondre aux besoins socioéconomiques et matériels des Canadiens, les caractéristiques des Canadiens et des familles qu'ils servent, ainsi que les résultats des services fournis dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
95 775 203	95 775 203	101 347 898	103 547 956	7 772 753

[1] Maintenant intitulé : Emploi et Développement social Canada.

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
649	695	46

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce programme est surtout attribuable au financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les dépenses de ce programme cadrent avec le financement qui lui est consacré, avec un léger écart de 2,2 %, qui correspond à une dépense temporaire approuvée pour la mise à jour du programme.

Indicateurs de rendement — Statistique socioéconomique

Programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organismes des secteurs public et privé font appel à la statistique socioéconomique pour élaborer des politiques et faire de la recherche.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique socioéconomique

Les organismes des secteurs public et privé font appel à la statistique socioéconomique pour élaborer des politiques et faire de la recherche.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des données socioéconomiques actuelles et exactes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Soutien accru des principaux besoins et des grandes initiatives en matière de politiques. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.

- Communication de données en ligne pour les enquêtes auprès des ménages : on s'intéresse de plus en plus à Internet comme option pour répondre aux enquêtes, comme le démontre l'expérience de Statistique Canada dans les recensements de la population de 2006 et de 2011 : en 2011, 54 % des répondants ont rempli leur questionnaire en ligne. En 2013-2014, l'organisme a offert, dans le cadre de ce programme, une option de réponse en ligne aux répondants de l'Enquête sociale générale pour l'Enquête sur l'identité sociale de 2013. Il a continué d'intégrer l'option de réponse en ligne pour les cycles de l'Enquête sociale générale (ESG). Il a analysé les résultats en ligne, dont ceux de l'essai pilote en ligne de l'Enquête sur la population active (EPA) ainsi que certaines enquêtes supplémentaires liées à l'infrastructure de l'EPA, dont l'Enquête sur les voyages des résidents du Canada. Aussi, l'organisme a intégré l'option de réponse en ligne dans l'opération de collecte des données de l'EPA afin faciliter l'option de réponse sur Internet dans le proche avenir. En tirant parti de leçons apprises dans le cadre de l'ESG et de l'EPA, Statistique Canada a élaboré des options de réponse sur Internet pour d'autres enquêtes auprès des ménages, par exemple la nouvelle Enquête transversale sur le revenu.
- Utilisation accrue des données administratives à des fins statistiques : Statistique Canada a évalué l'Initiative sur les données longitudinales administratives et sur la santé et a lancé, dans la foulée, un projet de validation de concept pour élaborer un Environnement de couplage d'enregistrements pour le domaine social afin de permettre un couplage économique et efficace dans les fichiers de données et les domaines sociaux. L'organisme s'est aussi penché sur la possibilité de produire plus de données régionales et d'élaborer de nouveaux moyens de recherche en couplant des enquêtes et des sources de données administratives. Il a continué d'évaluer le Système d'inscription des Indiens à des fins statistiques. Il a fait davantage appel aux fichiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour mieux éclairer les politiques sur l'intégration des immigrants au Canada. Enfin, il a continué d'introduire des données administratives à des fins statistiques dans ses centres de données de recherche (CDR), avec le Registre canadien du cancer et les données sur l'état civil qui sont maintenant disponibles dans le réseau des CDR. L'utilisation de la Banque de données administratives longitudinales, seule et couplée avec des données sur l'éducation, fera l'objet d'un projet pilote dans le Réseau canadien des centres de données de recherche.

Sous-programme 2.1 : Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme

Description du sous-programme

Ce programme fournit des indicateurs qui permettent de mesurer le bien-être économique des Canadiens au moyen de renseignements sur le marché du travail, le revenu, les dépenses et le patrimoine, les pensions, le logement et l'éducation. Le programme couvre également les statistiques sur le tourisme. Les indicateurs sont produits à diverses fréquences. Les estimations du marché du travail, qui figurent parmi les mesures les plus actuelles et les plus importantes du rendement global de l'économie canadienne, sont diffusées tous les mois. Un portrait multidimensionnel du bien-être financier des familles et des particuliers au Canada est brossé à partir des données d'une enquête annuelle sur le revenu, les dépenses et la mesure périodique du patrimoine. Les indicateurs établis à partir des données fiscales complètent ce tableau. Les renseignements sur les fonds de pension sont fournis sur une base trimestrielle, et ceux sur les régimes de pension sont fournis sur une base annuelle. Le programme produit aussi un ensemble complet de statistiques et d'analyses pancanadiennes sur l'éducation diffusé sur une base annuelle. Les indicateurs du tourisme sont diffusés sur une base mensuelle. Le programme alimente en données le Système de comptabilité nationale, le Compte satellite du tourisme et la balance des paiements. Le mandat du programme en matière de collecte découle des exigences de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi sur les juges*, de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, des lois sur le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec et du *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Les produits de ce programme appuient les politiques économiques, sociales et monétaires, et les administrations publiques, les institutions financières et les chercheurs s'en servent largement pour suivre l'incidence des politiques et des programmes. Parmi les utilisateurs de ces données figurent Finances Canada, Ressources humaines et Développement social Canada[1], la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Industrie Canada, la Commission canadienne du tourisme et la Banque du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
41 130 324	42 878 556	1 748 232

[1] Maintenant intitulé : Emploi et Développement social Canada.

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
233	279	46

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce sous-programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents afin de respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les dépenses réelles et les ETP comprennent aussi les dépenses temporaires approuvées jusqu'à ce qu'on termine le remaniement de l'Enquête sur la population active. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel à la Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations dans les médias pour chaque programme essentiel à la mission	1 100	1 356

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme

Les organismes des secteurs public et privé font appel à la Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme pour élaborer des politiques et faire de la recherche.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de diffuser des données statistiques socioéconomiques liées au travail, à l'éducation, au revenu et au tourisme.
- Lancement du remaniement de l'Enquête sur la population active (EPA) : l'EPA est l'une des activités principales de l'organisme, compte tenu du rôle essentiel des données statistiques qu'elle produit dans la gestion de l'économie du Canada. Tous les dix ans, après un recensement décennal, l'échantillon de l'EPA est remanié pour en préserver la pertinence et la qualité. Les systèmes de collecte et de traitement s'inscrivent également dans ce projet de remaniement. En 2013-2014, l'organisme a mis à jour la répartition de l'échantillon et le plan d'échantillonnage pour tenir compte de l'évolution de la population et des taux de chômage. Le nouvel échantillon sera mis en œuvre en 2015.
- Questionnaire électronique de l'Enquête sur la population active : les résultats du projet pilote de 2012-2013 ont été élaborés afin d'élaborer le questionnaire électronique de l'Enquête sur la population active. Ce projet pilote a été couronné de succès, et en 2014-2015 nous continuerons les travaux visant à offrir régulièrement ce mode de réponse dans le proche avenir.
- Statistique Canada a modernisé l'Enquête sur les voyages internationaux. Pour répondre aux besoins des partenaires, les questionnaires ont été harmonisés et on en a réduit le nombre à deux versions, au lieu de cinq. Une option de réponse électronique a aussi été élaborée. Le personnel du programme a profité de l'occasion pour adopter des outils génériques de traitement et de diffusion dans ce sous-programme.
- Publication des résultats de l'Enquête sur la sécurité financière de 2012 : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.

Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé et de la justice

Description du sous-programme

Ce programme fournit des renseignements et des analyses statistiques sur l'état de santé des Canadiens et sur la justice pénale et civile au Canada. C'est dans le cadre de ce programme que sont menées sur une base permanente l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé, que sont recueillies les données pour la statistique de l'état civil et le Registre canadien du cancer, et que sont tenues ces deux bases de données. L'information sur la santé sert à aider et à appuyer les planificateurs et les décideurs de tous les ordres de gouvernement dans le domaine de la santé, à soutenir les recherches démographiques et épidémiologiques, et à tenir le public canadien au courant de l'état de santé de la population et du système de soins de santé. Les statistiques de l'état civil sont utilisées par le Programme des estimations de la population qui produit à son tour des données servant au programme de péréquation. Par l'entremise du Centre canadien de la statistique juridique, qui est l'organisme opérationnel de l'« Entreprise nationale relative à la statistique juridique », un partenariat fédéral-provincial-territorial pour la collecte de données, le programme cherche à élaborer, à mettre en œuvre et à administrer un programme national efficace de statistique juridique. Ce programme découle d'un protocole d'entente avec Justice Canada et des décisions du Cabinet nommant Statistique Canada partenaire dans l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique. Le programme administre plusieurs enquêtes sur la déclaration de la criminalité, les homicides, l'administration policière, les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et ceux de la jeunesse, les tribunaux de juridiction civile, les services correctionnels pour adultes, les dépenses et le personnel, ainsi que les rapports sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants. Le programme administre en outre le Programme de statistiques sur la violence familiale, financé par l'Initiative de lutte contre la violence familiale.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
38 840 037	42 723 675	3 883 638

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
286	277	-9

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce sous-programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Statistique de la santé et de la justice

Sous-programme Résultats prévus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel à la Statistique de la santé et de la justice pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations de la statistique de la santé et de la justice dans les médias	450	1 548

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique de la santé et de la justice

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel à la Statistique de la santé et de la justice pour prendre des décisions éclairées.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire de l'information et des analyses sur l'état de santé des Canadiens et sur le fonctionnement du système judiciaire au Canada.
- Remaniement de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) : l'ESCC informe sur l'état de santé, l'utilisation des soins de santé et les déterminants de la santé des Canadiens de 12 ans et plus. Les données liées à la santé sont disponibles par région sociosanitaire pour étayer l'élaboration des politiques et des programmes dans les collectivités. En 2015, on mènera à terme le remaniement de l'ESCC pour s'assurer d'en préserver la pertinence et la qualité des données. Ce remaniement consistera notamment à

faire l'examen du contenu, à revoir la stratégie d'échantillonnage et à élaborer une option de réponse en ligne. En 2013-2014, l'organisme a mené à terme des consultations auprès des principaux intervenants, a réalisé un examen complet du contenu et a élaboré la stratégie de répartition de l'échantillon.

Sous-programme 2.3 : Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales

Description du sous-programme

Ce programme produit les estimations et les projections démographiques postcensitaires et intercensitaires trimestrielles et annuelles utilisées par tous les ordres de gouvernement, le secteur privé, les chercheurs et les organisations non gouvernementales. Les estimations de la population permettent de répondre à diverses exigences législatives du *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, notamment le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, le programme de péréquation et le Transfert visant la réduction des temps d'attente. Les estimations territoriales sont utilisées pour la formule de financement des territoires. Les estimations démographiques sont utilisées pour répartir les sièges fédéraux entre les provinces conformément à la *Loi sur la représentation équitable*. Les estimations démographiques doivent être utilisées en relation avec les lois suivantes : *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*, *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*. Les données couvrent les composantes de la croissance démographique, c'est-à-dire les estimations du nombre de naissances, de décès, d'immigrants, du nombre total d'émigrants, de la variation du nombre de résidents non permanents, ainsi que de la migration interprovinciale et intraprovinciale. Ce programme produit également, au moyen de l'Enquête sociale générale, de l'information et des produits analytiques sur de grands enjeux sociaux, notamment l'immigration, les minorités visibles, la religion, l'ethnicité, la langue, l'identité sociale, le don et le bénévolat, la victimisation, les jeunes, les familles, le sexe, les personnes âgées, l'emploi du temps, les soins prodigués et reçus, et le bien-être social. Cette information est produite à l'appui de divers textes législatifs, notamment la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, la *Loi sur la citoyenneté*, la *Loi sur le multiculturalisme*, la *Loi sur les langues officielles* et la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*. Le programme fournit de l'information et des connaissances spécialisées pour appuyer les intérêts stratégiques de Ressources humaines et Développement des compétences Canada[1], Citoyenneté et Immigration Canada, Justice Canada, Patrimoine canadien et Condition féminine Canada. Il a aussi pour mandat d'offrir des connaissances spécialisées et de coordonner et d'intégrer les activités de collecte, d'analyse et de diffusion de données sur les peuples autochtones portant sur des sujets tels que l'éducation, l'utilisation des langues autochtones, l'activité sur le marché du travail, le revenu, la santé, les technologies des communications, la mobilité et les conditions de logement. Ces données sont utilisées par Affaires autochtones et Développement du Nord Canada de même que par les gouvernements et les organisations autochtones.

[1] Maintenant intitulé : Emploi et Développement social Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
12 029 015	14 783 882	2 754 867

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
89	113	24

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce sous-programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents afin de respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les dépenses réelles et les ETP sont également supérieures aux prévisions, puisque le budget a été temporairement révisé pour mieux harmoniser les ressources avec les priorités de l'organisme.

Indicateurs de rendement — Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales

Sous-programme Résultats prévus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel à la statistique démographique, à la statistique autochtone et aux autres statistiques sociales pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100
	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations dans les médias[1]	250	167

Analyse du rendement et leçons apprises — Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel à la statistique démographique, à la statistique autochtone et aux autres statistiques sociales pour prendre des décisions éclairées.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire la statistique démographique, la statistique autochtone et les autres statistiques sociales.
- L'organisme a publié les estimations révisées de la population selon les chiffres du Recensement de la population de 2011, après rajustement pour le sous-dénombrement net. Les estimations de la population ont été ajustées en remontant à 2001.
- Rapprochement avec les peuples autochtones : le Programme de liaison avec les Autochtones sert de pont entre Statistique Canada et les collectivités et organismes des Premières Nations, des Métis et des Inuits du pays. L'organisme a étendu l'accès à ses données, produits et services, notamment en améliorant l'accessibilité au programme du Recensement de 2011. Il a sensibilisé les peuples et les organismes autochtones à l'importance des données et de leur utilisation pour leurs collectivités et leurs populations.

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Nombre de citations des médias pour chaque programme essentiel à la mission.

- Publication des résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012 : Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Réalisation de la deuxième phase de l'Outil généralisé de totalisation (G-Tab) intégré : Statistique Canada a transféré les enquêtes sur les voyages dans le système G-Tab pour des essais de production et la publication de nouveaux tableaux de données et a élaboré les exigences de confidentialité et les impératifs statistiques pour les données administratives dans G-Tab. Le projet G-Tab a été lancé pour concevoir et mettre en œuvre un outil généralisé permettant d'étayer la totalisation des données sociales.
- Autres activités : Mise à jour et publication du Rapport sur l'état de la population du Canada. Publication des résultats de l'Enquête canadienne sur l'incapacité de 2012. Publication des résultats de l'Enquête sociale générale de 2012 sur la prestation et la réception des soins. Collecte de données pour l'Enquête sociale générale sur l'identité sociale, dont l'option de réponse en ligne était offerte pour la première fois.
- Nombre de citations dans les médias : L'objectif était de 250 citations, alors que le résultat réel a été de 167. L'écart peut s'expliquer par le fait que ces chiffres ne tiennent pas compte des blogues de nouvelles et des gazouillis, soit les nouveaux outils qu'utilisent les centres de diffusion de nouvelles 24 heures sur 24 pour diffuser l'information. Le moment des diffusions statistiques, qui a coïncidé avec d'autres événements importants de l'actualité, peut aussi avoir influencé le degré de couverture médiatique. En outre, toute couverture liée aux caractéristiques démographiques, à la langue, à l'immigration et aux statistiques sur les Autochtones et ethnoculturelles découlant du Programme du recensement est déclarée dans le Programme du recensement et non dans ce sous-programme.

Sous-programme 2.4 : Analyse des statistiques socioéconomiques

Description du sous-programme

Ce programme planifie, oriente, coordonne et produit une gamme d'analyses et de publications statistiques. Les domaines d'analyse de fond comprennent le vieillissement de la population et ses répercussions sur le marché du travail et les besoins en matière de santé, les temps d'attente et l'accès aux soins de santé, la situation économique des immigrants, la santé de la population et les répercussions des maladies ainsi que les déterminants de la santé, de même que les tendances de la répartition du revenu, y compris le faible revenu/les populations vulnérables et les modèles géographiques, dont les grandes villes au Canada. Sont aussi menées des analyses des données sur le revenu et le marché du travail, couvrant des sujets comme la situation vis-à-vis de l'activité, la profession, la rémunération du travail, les pensions, l'industrie, les revenus et les dépenses des personnes et des familles, à la fois pour le recensement et les enquêtes sur échantillon, qui intéressent les décideurs, les chercheurs universitaires, les dirigeants d'entreprises et les particuliers. Ces activités servent quatre fonctions et auditoires principaux : elles permettent de produire des analyses de grande qualité, et souvent de pointe, sur des sujets contemporains importants pour le grand public; elles fournissent des données qui revêtent une pertinence directe pour les questions stratégiques d'actualité; elles contribuent de façon plus générale à l'ensemble des recherches aux niveaux national et international qui paraissent dans des publications évaluées par les pairs; et elles jouent un rôle important en matière d'assurance de la qualité afin d'évaluer l'exactitude et la pertinence des statistiques produites, d'aider les utilisateurs à interpréter les données et d'élaborer les concepts nécessaires à la production des statistiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
3 775 827	3 161 843	-613 984

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
41	26	-15

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce sous-programme est surtout attribuable aux embauches moins importantes que prévu. Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens

versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Analyse des statistiques socioéconomiques

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement et les chercheurs des secteurs public et privé font appel aux résultats des analyses statistiques, aux modèles, aux bases de données et aux autres produits d'information statistique pour éclairer le débat, la recherche et les décisions sur les questions socioéconomiques et de santé.	Pourcentage des utilisateurs clés (ministères fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres utilisateurs) satisfaits des produits analytiques.	100	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Nombre de citations professionnelles[1]	100	12 537

Analyse du rendement et leçons apprises — Analyse des statistiques socioéconomiques

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement et les chercheurs des secteurs public et privé font appel aux résultats des analyses statistiques, aux modèles, aux bases de données et aux autres produits d'information statistique pour éclairer le débat, la recherche et la prise de décisions concernant des enjeux socioéconomiques et de santé.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de planifier, de diriger, de coordonner et de produire un ensemble d'analyses et de publications statistiques sur des sujets d'intérêt national. L'élaboration, la mise à jour et la diffusion de plusieurs modèles de microsimulation ont aussi continué de répondre aux besoins des utilisateurs.
- Fichiers de données administratives longitudinales : on a utilisé de nouveaux fichiers couplés pour examiner les trajectoires économiques et la situation des Canadiens sur des périodes prolongées de leur existence ce qui apporte une information nouvelle sur les déclarations portant sur l'éducation, la stabilité professionnelle et la transition avec la retraite.
- Phénomènes sur le marché du travail : l'analyse socioéconomique a porté sur les phénomènes du marché du travail associés à l'essor du secteur pétrolier et gazier du Canada, aux niveaux d'immigration et aux critères de sélection.

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Nombre de citations dans les médias.

- Analyse de la santé : cette activité a donné lieu à des études sur les besoins perçus en soins pour la santé mentale et sur la décomposition, par groupe d'âge et par cause, des différences dans l'espérance de vie entre les Inuits Nunangat et les résidents du reste du Canada. Un modèle de microsimulation a été élaboré pour estimer et projeter les coûts précis associés à sept conditions neurologiques.
- *Regards sur la société canadienne* : cette nouvelle publication en ligne, diffusée pour la première fois en décembre 2012, a continué de susciter de l'intérêt : on y trouve des renseignements pertinents sur les enjeux sociaux.

Programme 3 : Recensements

Description du programme

L'objectif du programme consiste à produire des données, des analyses et des services statistiques, en vue de mesurer les changements qui touchent la population du Canada, ses caractéristiques démographiques de même que le secteur agricole. Le programme pose les fondements pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé et pour la recherche et l'analyse dans les domaines qui préoccupent la population du Canada. Il comprend le Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture. Le Recensement de la population fournit des données détaillées sur des sous-groupes de population et pour de petites régions géographiques, données qui sont nécessaires pour évaluer l'incidence des initiatives stratégiques ciblées, et sert de base pour d'autres enquêtes statistiques. Les chiffres et les estimations de population sont utilisés pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, ainsi que le transfert et la répartition des crédits entre les administrations publiques régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux dans les provinces. Le Recensement de l'agriculture dresse un portrait complet du secteur agricole à l'échelle nationale, provinciale, territoriale et infraprovinciale, et est obligatoire aux termes de la *Loi sur la statistique*. Le programme répond aux exigences statistiques énoncées dans la Constitution et permet de donner suite à celles prévues dans les lois et les instruments réglementaires. Toutes les mesures par habitant comprises dans les politiques et les arrangements fiscaux et les autres analyses économiques, ainsi que celles liées à la planification des programmes et des services, proviennent des données statistiques de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
11 517 721	11 517 721	50 861 303	45 036 722	33 519 001

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
128	512	384

- Pour les dépenses comme pour les ETP, l'écart dans ce programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice grâce au budget supplémentaire des dépenses pour le programme du Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture de 2016. Une partie de l'augmentation s'explique aussi par le financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents afin de respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux.
- La plus grande partie de l'écart entre les dépenses réelles et le financement total disponible pour ce programme est liée au report de 4,8 millions de dollars du Recensement de la population à l'exercice 2014-2015 afin d'harmoniser le budget avec le profil des dépenses.

Indicateurs de rendement — Recensements

Programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel au Recensement de la population et au Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	Résultat non disponible pour 2013-2014
	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) satisfaits des données	80	Résultat non disponible pour 2013-2014

Analyse du rendement et leçons apprises — Recensements

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel au Recensement de la population et au Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des données et des analyses statistiques et à fournir des services permettant de mesurer les changements dans la population canadienne, les caractéristiques démographiques et le secteur de l'agriculture.
- Planification du programme du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2016 : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.

Sous-programme 3.1 : Recensement de la population

Description du sous-programme

Ce programme planifie, élabore et met en œuvre toutes les activités de collecte, de traitement et de diffusion des données des recensements décennaux et quinquennaux de la population, le registre national des phénomènes socioéconomiques clés au Canada. Le recensement brosse un portrait statistique du Canada et de sa population. Ce programme est la seule source fiable de données détaillées sur de petits groupes (comme les familles monoparentales, les groupes ethniques, les catégories industrielles et professionnelles et les immigrants), ainsi que pour des domaines aussi petits qu'un quartier urbain ou aussi grands que le pays tout entier. Comme le Recensement du Canada est réalisé tous les cinq ans et que les questions sont similaires d'un recensement à l'autre, il est possible de suivre les changements qui surviennent dans la composition de la population canadienne au fil du temps. Le recensement prend en compte toutes les personnes vivant au Canada le jour du recensement, de même que les Canadiens à l'étranger – sur une base militaire ou dans une mission diplomatique, en mer ou dans un port à bord de navires marchands battant pavillon canadien. Il vise aussi les personnes vivant au Canada qui détiennent un permis de séjour temporaire, un permis d'études ou un permis de travail, ainsi que les personnes à leur charge. Ce programme est obligatoire aux termes de bon nombre de lois et de règlements, notamment la *Loi sur la statistique*, la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, le *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, la *Loi sur les subventions aux provinces*, la *Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer*, la *Loi sur le développement industriel et régional*, la *Loi concernant les modifications constitutionnelles*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
9 697 386	39 899 054	30 201 668

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
111	462	351

- L'écart s'explique surtout par le financement obtenu pendant l'exercice grâce au budget supplémentaire des dépenses pour le programme du Recensement de la population de 2016.

Indicateurs de rendement — Recensement de la population

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux données du Recensement de la population pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des principaux responsables de l'élaboration des politiques qui ont été consultés pour connaître l'évolution de leurs besoins statistiques	100	100
	Pourcentage des principaux produits statistiques diffusés publiquement comme prévu	100	93
	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	Résultat non disponible pour 2013-2014

Analyse du rendement et leçons apprises — Recensement de la population

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux données du Recensement de la population pour prendre des décisions éclairées.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a publié les résultats de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Publication des estimations définitives de l'erreur de couverture pour le programme du Recensement de la population : Statistique Canada a terminé le traitement, l'analyse et l'évaluation des données et a publié les estimations définitives de l'erreur de couverture pour le programme du Recensement de la population. Les erreurs de couverture se produisent lorsque des personnes ou des logements sont dénombrés par erreur ou oubliés pendant la période de collecte du recensement.
- Statistique Canada a mené des travaux de recherche pour examiner la possibilité d'étendre l'utilisation des données administratives dans les programmes de recensement afin d'alléger le fardeau de réponse et les coûts tout en préservant ou en améliorant la qualité des données.

- Pourcentage des principaux produits statistiques diffusés comme prévu : l'indicateur n'a pas été atteint puisque la diffusion des données sur le revenu et le logement a été reportée pour corriger une erreur qui a été décelée à l'étape de la vérification des données.

Sous-programme 3.2 : Recensement de l'agriculture

Description du sous-programme

Ce programme réalise le Recensement de l'agriculture quinquennal et produit et publie une série de données économiques sur le secteur agricole qui alimente le Système de comptabilité nationale pour former la composante de l'agriculture du produit intérieur brut et satisfaire ainsi aux exigences du *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. L'information tirée de ce programme sert à améliorer le Registre des fermes pour la réalisation des enquêtes et des recensements et à assurer une couverture adéquate par le recours aux plus petits échantillons possibles sur le plan statistique afin de réduire au minimum le fardeau de réponse. Ce programme brosse un tableau complet du secteur de l'agriculture aux niveaux national, provincial et infraprovincial, et est obligatoire aux termes de la *Loi sur la statistique*. Les données régionales et les données repères produites tous les cinq ans à partir du Recensement de l'agriculture sont essentielles à l'analyse structurelle sectorielle, à la gestion des crises, aux programmes environnementaux, à la gestion des pesticides, aux crédits de carbone, à la planification de la consommation d'eau et à la protection de l'eau, au développement rural et à la traçabilité. Il n'existe actuellement aucune autre source complète de telles données, et la couverture des fermes de toutes les tailles est importante. Dans certains secteurs et dans certaines régions, les petites fermes jouent un rôle économique considérable, et des données sont nécessaires pour l'élaboration des politiques et des programmes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
1 820 335	5 137 668	3 317 333

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
17	50	33

- L'écart s'explique surtout par le financement obtenu pendant l'exercice grâce au budget supplémentaire des dépenses pour le Recensement de l'agriculture de 2016.

Indicateurs de rendement — Recensement de l'agriculture

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux données du Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.	Pourcentage des principaux responsables de l'élaboration des politiques qui ont été consultés pour connaître l'évolution de leurs besoins statistiques	100	100
	Pourcentage des principaux produits statistiques diffusés publiquement comme prévu	100	94
	Pourcentage des utilisateurs clés visés (ministères et organismes fédéraux, provinces et territoires, organismes internationaux et autres) faisant régulièrement appel aux données	100	100

Analyse du rendement et leçons apprises — Recensement de l'agriculture

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux données du Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des données et des analyses statistiques et de fournir des services permettant de mesurer les changements dans le secteur de l'agriculture.
- Publication de tous les autres produits du Recensement de l'agriculture de 2011 : Statistique Canada a analysé et publié des données de la Base de données du couplage agriculture-population, a publié des articles dans la série *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne* et a comparé les séries de données financières agricoles en faisant appel au Recensement de 2011.
- Préparation des recommandations sur l'utilisation des données de l'impôt sur le revenu pour les recensements de l'agriculture à venir : les plans du Recensement de l'agriculture de 2011 comprenaient un projet d'investissement stratégique pour évaluer la possibilité d'utiliser les données fiscales afin de remplacer les données financières recueillies jusqu'à maintenant auprès des répondants. Statistique Canada a préparé des spécifications et a commencé à modifier les systèmes de collecte et de traitement ainsi que les processus opérationnels pour permettre de remplacer les données financières par les données fiscales pour certaines questions financières dans les recensements de l'agriculture à venir.
- Autres données administratives pour le Recensement de l'agriculture : en partenariat avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, Statistique Canada s'est employé à poursuivre l'examen des moyens permettant d'alléger le fardeau des

répondants, en consultant les principaux intervenants des ministères fédéraux, des provinces et de l'industrie sur les sources potentielles de données agricoles administratives que des tiers ou eux-mêmes détiennent. L'objectif consistait à approfondir la question pour savoir si on peut faire appel à ces sources pour compléter ou remplacer les données agricoles recueillies par Statistique Canada dans le Recensement de l'agriculture et dans les enquêtes agricoles. Cette analyse a révélé que bien que les données administratives n'élimineraient pas la nécessité de tenir un Recensement de l'agriculture, quelques sources de données administratives pourraient remplacer en partie un recensement à venir ou être utilisées dans les enquêtes agricoles permanentes. On tiendra compte de ces constatations dans la planification et l'élaboration de ces programmes dans les années à venir.

- Pourcentage des principaux produits statistiques publiés comme prévu : l'objectif de cet indicateur était d'atteindre 100 % et le résultat réel a été de 94 %. L'écart s'explique par le report de deux des six articles analytiques à publier dans la série *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*. Ces deux articles seront publiés d'ici la fin octobre 2014.

Programme 4 : Infrastructure statistique

Description du programme

L'infrastructure statistique est formée des activités et des services administrés en vue de soutenir un système statistique solide. Les services professionnels et statistiques comprennent la mise au point de méthodes statistiques rigoureuses, de concepts et de classifications normalisés (y compris de concepts géographiques), l'élaboration et la production d'information sur les enquêtes et les programmes statistiques de l'organisme, l'établissement et la tenue de registres d'entreprises et d'adresses à des fins statistiques, et la prestation de conseils relatifs à la *Loi sur la statistique* et aux ententes de partage des données. Les services statistiques opérationnels soutiennent les activités de collecte des données pour les enquêtes de Statistique Canada, par exemple, la saisie, le codage, la vérification des données, le recrutement et la formation des intervieweurs, et la prestation de conseils aux clients en ce qui concerne les produits statistiques. La production des publications figurant au catalogue de Statistique Canada, les bases de données en ligne et la parution du *Quotidien*, le bulletin officiel de diffusion de Statistique Canada, font partie de l'infrastructure statistique. Les autres services de soutien statistiques s'inscrivent dans ces activités. Des travaux de recherche et de développement en matière de méthode statistique, de collecte des données et d'activités opérationnelles sont également effectués.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
127 380 733	127 380 733	158 343 771	135 719 900	8 339 167

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
1 201	1 069	-132

- L'écart entre les dépenses prévues et le total des autorisations disponibles pour ce programme résulte principalement des augmentations, pendant l'exercice, du budget inutilisé reporté de l'exercice financier précédent, du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour

respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux, ainsi que les réalignements budgétaires internes permanents.

- L'écart entre les dépenses réelles et le total du financement disponible tient compte des provisions inutilisées que l'on prévoit de reporter sur 2014-2015 pour appuyer le Processus de planification stratégique intégré de l'organisme.

Indicateurs de rendement — Infrastructure statistique

Programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Une infrastructure de services et d'activités statistiques est administrée pour appuyer un système statistique efficace.	Pourcentage des programmes faisant appel aux services de méthodologie	60	80
	Pourcentage des programmes faisant appel aux services de l'infrastructure statistique	100	100
	Pourcentage des programmes faisant appel aux services statistiques opérationnels	65	81

Analyse du rendement et leçons apprises — Infrastructure statistique

Une infrastructure de services et d'activités statistiques est administrée pour appuyer un système statistique efficace.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué d'assurer la qualité supérieure des services de l'Infrastructure statistique.
- Des consultations ont eu lieu avec les utilisateurs pour les renseigner au sujet des améliorations apportées au *Quotidien*.
- Un pourcentage de programmes plus élevé que prévu fait appel aux services de méthodologie, ce qui permet à l'organisme d'atteindre l'objectif qui consiste à se doter d'une approche méthodologique normalisée.
- Les programmes font appel, comme prévu, aux services de l'Infrastructure statistique, ce qui démontre l'importance de cette infrastructure et l'efficacité du soutien apporté au système statistique.
- Un pourcentage de programmes plus élevé que prévu fait appel aux services statistiques opérationnels, ce qui permet d'assurer des données de qualité supérieure en faisant appel à une infrastructure normalisée.

Sous-programme 4.1 : Services professionnels et statistiques

Description du sous-programme

Le programme des services professionnels et statistiques regroupe la mise au point de méthodes statistiques rigoureuses, de concepts et de classifications normalisés (y compris de concepts géographiques), d'information sur les enquêtes et les programmes statistiques de l'organisme, et l'établissement et la tenue de registres de ménages, de fermes, et d'autres entreprises et organisations en vue de la réalisation d'enquêtes et de recensements. Ce programme couvre également l'acquisition de données statistiques de l'Agence du revenu du Canada et d'autres sources administratives dans le but de mettre ces données à la disposition d'autres programmes dans l'ensemble du Bureau. Des activités de recherche visant à fournir des solutions pratiques se rapportant à la conception des questionnaires, à l'analyse des données d'enquête et à d'autres sujets précis sont entreprises. Des conseils éclairés sur la méthodologie d'enquête sont offerts à un public international. Les services juridiques propres au Bureau et se rapportant à la *Loi sur la statistique* et aux ententes de partage des données font aussi partie du programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
17 581 907	25 708 082	8 126 175

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
189	245	56

- L'écart dans les dépenses comme dans les ETP résulte principalement d'une augmentation des autorisations, pendant l'exercice, en raison d'un réalignement budgétaire interne permanent à partir du sous-programme 4.2 (Services statistiques opérationnels). De plus, pendant l'exercice, l'organisme a obtenu un financement supplémentaire afin de compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux.

Indicateurs de rendement — Services professionnels et statistiques

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les programmes de Statistique Canada permettent de mettre en œuvre la théorie statistique, les méthodes d'enquête, les concepts normalisés, les classifications statistiques et les registres les plus récents dans la production des résultats statistiques.	Nombre de programmes soumis à un examen de la méthodologie et/ou de leur infrastructure statistique	4	7
	Pourcentage des programmes auxquels la méthodologie et/ou l'infrastructure statistique ont apporté des solutions approuvées	100	100
	Proportion des solutions proposées qui ont été adoptées par les programmes	80	85

Analyse du rendement et leçons apprises — Services professionnels et statistiques

Les programmes de Statistique Canada permettent de mettre en œuvre la théorie statistique, les méthodes d'enquête, les concepts normalisés, les classifications statistiques et les registres les plus récents dans la production des résultats statistiques.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a doté les programmes économiques, sociaux et du recensement de bases de sondage pour les entreprises et les ménages, de classifications des concepts statistiques à jour et de méthodes rigoureuses. L'organisme a doté les programmes économiques et sociaux de données fiscales actuelles et de qualité supérieure, qui sont intégrées directement dans les estimations et pour l'analyse. Il a assuré les fonctions des systèmes généralisés afin de permettre l'élaboration et la mise en œuvre du Programme intégré de la statistique des entreprises.
- Élaboration d'une approche intégrée pour promouvoir l'utilisation accrue des données administratives : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Renforcement du cadre de gestion de l'information de l'organisme : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.

Sous-programme 4.2 : Services statistiques opérationnels

Description du sous-programme

Les services statistiques opérationnels regroupent les activités et services relatifs aux opérations suivantes : collecte des données auprès des répondants, entrée des données dans les systèmes informatiques, codage des données selon des catégories normalisées, et traitement des données obtenues d'autres organismes gouvernementaux ou tirées de sources administratives plutôt que recueillies directement auprès des répondants. Le recrutement et la formation des intervieweurs à l'appui des enquêtes permanentes, ponctuelles et menées en régime de recouvrement des coûts relèvent de ce programme, tout comme la fonction des services consultatifs, y compris le Centre de contact national.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
50 160 892	63 471 101	13 310 209

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
491	554	63

- Pour les dépenses comme pour les ETP, l'écart résulte principalement d'une augmentation du financement disponible, pendant l'exercice, en raison de réalignements budgétaires internes permanents à partir du sous-programme 4.3 (Autres services de soutien statistique), du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple congés parentaux, et de la réaffectation temporaire apportée pendant l'exercice pour mieux harmoniser les ressources avec les priorités de l'organisme. Une partie de ces augmentations est effacée par une réaffectation budgétaire interne permanente au sous-programme 4.1 (Services professionnels et statistiques).
- Les ETP varient toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Indicateurs de rendement — Services statistiques opérationnels

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les divisions spécialisées font appel à des services statistiques modernes et perfectionnés pour pouvoir réaliser les programmes	Pourcentage des volets qui sont respectés (Budget principal des dépenses) dans le cadre des ententes de services pour les opérations de collecte (ESOC)[1]	75	90
	Pourcentage des clients qui ont reçu l'information qu'ils ont demandée	80	90

Analyse du rendement et leçons apprises — Services statistiques opérationnels

Les divisions spécialisées font appel à des services statistiques modernes et perfectionnés pour pouvoir réaliser les programmes.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des services statistiques opérationnels de qualité supérieure.
- Systèmes intégrés de collecte et des opérations (SICO) : le projet des SICO vise à réaliser des économies grâce à la mise en œuvre de processus et d'outils de collecte communs et normalisés pour le recensement et les enquêtes permanentes. Statistique Canada a mis en œuvre une application de recrutement en ligne pour les employés des Opérations des enquêtes statistiques, a offert plus fréquemment l'option de réponse en ligne pour la collecte des données dans les enquêtes-entreprises et les enquêtes-ménages et a mis en œuvre des instruments de collecte Web pour les employés des Opérations des enquêtes statistiques.
- Nouveau modèle de diffusion : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Projet de Portail de données ouvertes : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* Pourcentage de composantes d'ententes sur les niveaux de service respectées.

Sous-programme 4.3 : Autres services de soutien statistique

Description du sous-programme

Les autres services de soutien statistique comprennent toutes les activités de l'infrastructure statistique qui ne figurent pas sous les rubriques précitées des services professionnels et statistiques et des services statistiques opérationnels. Cette sous-catégorie couvre les activités associées à la diffusion publique de l'information du Bureau. Il s'agit par exemple de la production des publications du catalogue de Statistique Canada, des bases de données en ligne et de la parution du *Quotidien*, le bulletin officiel de diffusion de Statistique Canada.

Les autres services de soutien statistique comprennent également les activités de recherche et de développement dans divers domaines comme la méthodologie statistique, la collecte des données et les activités opérationnelles. Ils couvrent l'aide offerte aux grandes entreprises complexes pour permettre à celles-ci de respecter leurs obligations en matière de données, ainsi que les services assurant l'accès aux microdonnées à des fins de recherche.

Les autres services de soutien statistique comprennent également la coordination des aspects du Processus intégré de planification stratégique (PIPS) de l'Agence dont le but est de préserver la continuité et le maintien de la qualité des programmes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses réelles 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
59 637 934	46 540 717	-13 097 217

Ressources humaines (ETP)

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
521	270	-251

- Comme prévu dans le Processus intégré de planification stratégique de l'organisme, afin de s'assurer que le financement sera disponible pour garantir le respect des exigences en matière de continuité et de qualité des programmes, le budget de 2013-2014 a été reporté sur 2014-2015. Ce report explique essentiellement l'écart dans les dépenses comme dans les ETP. L'écart s'explique aussi par les réaffectations budgétaires permanentes au sous-programme 1.2

(Statistique de l'industrie) et au sous-programme 4.2 (Services statistiques opérationnels).

Indicateurs de rendement — Autres services de soutien statistique

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les Canadiens consultent le site Web de Statistique Canada pour leurs besoins en information.	Pourcentage des visiteurs du site Web qui trouvent l'information qu'ils recherchent	75	72
La continuité et la qualité des programmes permanents de Statistique Canada sont assurées grâce au Processus intégré de planification stratégique.	Pourcentage des investissements consacrés au Plan d'investissement dans le maintien de la continuité et de la qualité (PIMCQ) mis en œuvre comme prévu	80	90

Analyse du rendement et leçons apprises — Autres services de soutien statistique

Les Canadiens consultent le site Web de Statistique Canada pour leurs besoins en information. En outre, la continuité et la qualité des programmes permanents de Statistique Canada sont assurées grâce au Processus intégré de planification stratégique.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire d'autres services de soutien statistique de qualité supérieure.
- Initiative de transformation des réseaux : en 2011-2012, Statistique Canada a transféré à Services partagés Canada (SPC) toutes les ressources affectées aux services de courrier électronique, de centres de données et de réseaux. Depuis, Statistique Canada collabore avec SPC pour assurer la protection constante des renseignements statistiques confidentiels, conformément à la *Loi sur la statistique*. En 2013-2014, Statistique Canada a commencé à intégrer ses services de courriel existants, où les renseignements statistiques de nature délicate sont traités et entreposés, dans ce service partagé à l'échelle du gouvernement. Statistique Canada a aussi commencé à travailler avec SPC afin de trouver le meilleur moyen de planifier et d'intégrer les programmes de l'organisme dans une infrastructure pangouvernementale, tout en veillant à respecter les dispositions de la *Loi sur la statistique* en matière de confidentialité.
- Pourcentage des visiteurs du site Web qui trouvent l'information qu'ils recherchent : bien que le résultat de Statistique Canada ait été légèrement inférieur à la cible, il s'est amélioré depuis l'exercice précédent (70 %).

Résultat stratégique 2

Résultat stratégique : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels sont satisfaits.		
Indicateurs de rendement	**Cibles**	**Résultats réels**
Volume de contrats à frais recouvrables réalisés par Statistique Canada	235	312
Valeur des contrats à frais recouvrables réalisés par Statistique Canada	92 200 000	86 066 406

Programme :

- Services statistiques à frais recouvrables

Note sur la présentation des renseignements sur les Services statistiques à frais recouvrables :

Les renseignements budgétaires pour les Services statistiques à frais recouvrables sont présentés au niveau de programme seulement. Cela s'explique par le fait que les montants en dollars au niveau de sous-programme sont tous de zéro. Cela est conforme aux normes de présentation de l'ensemble du gouvernement.

Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables

Description du programme

Cette activité produit des services statistiques de grande qualité à frais recouvrables qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Les projets sont regroupés selon le type : Statistique économique et environnementale, Statistique socioéconomique, Recensement, Infrastructure statistique et Services internes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
0	0	0	-279 336	-279 336

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
872	584	-288

Le programme statistique de l'organisme a deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. Ces dernières années, les revenus disponibles des activités à frais recouvrables ont contribué, dans l'ensemble, aux ressources totales de l'organisme avec plus de 100 millions de dollars par année. Une large part de ces revenus disponibles provient de ministères fédéraux et est consacrée au financement de certains projets statistiques.

Tous les chiffres indiqués dans le tableau Ressources financières budgétaires s'entendent nets des revenus disponibles, conformément aux normes de présentation de l'ensemble du gouvernement, ce qui représente, pour les revenus prévus, des dépenses nettes équivalentes moindres pour une autorité nette de zéro. Le petit écart de 279 336 $ s'explique surtout par le moment des comptes débiteurs à la fin de l'exercice financier.

Tous les chiffres indiqués dans le tableau des Ressources humaines comprennent les ETP financés à partir des revenus disponibles. L'écart entre les ressources prévues et les ressources réelles en ETP s'explique par une estimation des recettes au niveau maximum des autorisations de 120 millions de dollars (872 ETP), alors que les recettes réelles se

sont établies à 92 millions de dollars (584 ETP). Les ETP varient aussi légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Pour des renseignements sur le programme des Services statistiques à frais recouvrables, veuillez consulter le graphique Tendances relatives aux dépenses de l'organisme, dans la figure 1 de la section 1.

Sous-programme 5.1 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale

Description du sous-programme

Cette activité génère des produits économiques et environnementaux de grande qualité à frais recouvrables qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Ce programme conçoit, met en œuvre, analyse et diffuse les résultats d'enquêtes de grande envergure ou complexes pour le compte de clients externes afin de fournir une information utile à la plus vaste gamme possible d'utilisateurs. Il s'agit, par exemple, d'enquêtes sur les petites et moyennes entreprises, l'économie numérique, les taux salariaux dans la construction, l'utilisation d'Internet, la consommation d'énergie par les ménages et l'interaction entre les ménages et l'environnement. Les projets analytiques et les recherches à frais recouvrables de même que les microsimulations font également partie de ce programme.

Indicateurs de rendement — Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada dans le domaine de la statistique économique et environnementale.	Volume de contrats à frais recouvrables pour la Statistique économique et environnementale	100	100
	Volume de contrats à frais recouvrables pour la Statistique économique et environnementale	23 400 000	14 865 230
	Pourcentage de clients à frais recouvrables qui ont déjà fait appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada.	50	87

Analyse du rendement et leçons apprises — Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux Services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs à la Statistique économique et environnementale.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des résultats à frais recouvrables de qualité supérieure liés à la Statistique économique et environnementale. L'organisme a mené des études d'impact pour l'Agence de promotion

économique du Canada Atlantique et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. Il a effectué des enquêtes dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la fabrication, de la culture, des sciences et des technologies. Il a mis à jour et perfectionné le modèle des entrées-sorties pour intégrer les changements récents dans la structure du Système de comptabilité nationale. Enfin, il a mené à terme les études de faisabilité sur les comptes satellites de la culture et sur la provincialisation du module de gestion des ressources humaines du Compte satellite du tourisme. L'organisme a aussi étendu à la collectivité des universitaires et des chercheurs l'accès au Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique.

- Valeur des contrats à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale : ce programme a respecté sa cible en volume de contrats à frais recouvrables et a dépassé sa cible de clients fidélisés ayant recours à des services à frais recouvrables. La valeur s'apparentait à celles des années précédentes, mais était en deçà des cibles en raison des hypothèses optimistes formulées par rapport aux éventuels travaux réalisés selon le principe du recouvrement des coûts qui ne se sont pas concrétisées.

Sous-programme 5.2 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique

Description du sous-programme

Cette activité génère des produits socioéconomiques de grande qualité à frais recouvrables qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Ce programme conçoit, met en œuvre, analyse et diffuse les résultats d'enquêtes de grande envergure ou complexes pour le compte de clients externes afin de fournir une information utile à la plus vaste gamme possible d'utilisateurs. Il s'agit, par exemple, d'enquêtes sur l'emploi dans la fonction publique, l'assurance-emploi et le marché du travail, les jeunes Canadiens, la littératie et l'éducation, les Autochtones, les activités d'ordre communautaire comme la résilience, et la santé, y compris le tabagisme. Les projets analytiques et les recherches à frais recouvrables, la Base de données longitudinales sur les immigrants, les projections démographiques visant des sous-populations particulières ou fondées sur des ensembles personnalisés d'hypothèses, les projections démographiques et les microsimulations font également partie de ce programme.

Indicateurs de rendement — Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada liés à la statistique socioéconomique.	Volume des enquêtes-ménages à frais recouvrables et des autres projets d'élaboration et d'analyse de données réalisés par Statistique Canada	90	175
	Valeur des enquêtes-ménages à frais recouvrables et des autres projets d'élaboration et d'analyse de données réalisés par Statistique Canada	50 600 000	52 799 962
	Pourcentage des clients à frais recouvrables qui ont déjà fait appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada	50	81

Analyse du rendement et leçons apprises — Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs à la Statistique socioéconomique.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des résultats à frais recouvrables de qualité supérieure relatifs à la Statistique socioéconomique. L'organisme a mené des enquêtes et réalisé des couplages de microdonnées dans les secteurs de la santé, de la justice, de l'éducation, du travail, et de la statistique sociale et économique. Il a aussi réalisé des modèles de microsimulation et des projections dans les secteurs de la statistique démographique.
- Autres services : Statistique Canada a diffusé de l'information pour un certain nombre de programmes importants à frais recouvrables. Il s'agit notamment des résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, du Programme international pour le suivi des acquis des élèves, de l'Enquête nationale auprès des diplômés et de l'Enquête canadienne sur le bien-être économique. Statistique Canada a aussi lancé de nouveaux projets à frais recouvrables pour répondre aux nouveaux besoins des utilisateurs.

Sous-programme 5.3 : Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements

Description du sous-programme

Cette activité génère des produits de grande qualité à frais recouvrables relatifs aux recensements qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Ce programme conçoit, met en œuvre, analyse et diffuse les résultats d'enquêtes de grande envergure ou complexes pour le compte de clients externes afin de fournir une information utile à la plus vaste gamme possible d'utilisateurs. Il peut s'agir, par exemple, du couplage de la base de données du recensement à d'autres enquêtes ou bases de données administratives à des fins analytiques ainsi que de la production de statistiques à des niveaux géographiques détaillés.

Indicateurs de rendement — Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux Services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs aux Recensements	Volume des projets à frais recouvrables et analytiques réalisés par Statistique Canada et relatifs aux recensements	5	8
	Valeur des projets à frais recouvrables et analytiques réalisés par Statistique Canada et relatifs aux recensements	8 900 000	12 379 808
	Pourcentage des clients à frais recouvrables qui ont déjà fait appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada	50	86

Analyse du rendement et leçons apprises — Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux Services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs aux Recensements.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des résultats à frais recouvrables de qualité supérieure relatifs aux recensements.

Sous-programme 5.4 : Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Description du sous-programme

Cette activité génère des produits de grande qualité à frais recouvrables relatifs à l'infrastructure statistique qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Il s'agit, par exemple, de l'imagerie/saisie des données des cartes de déclaration des voyageurs canadiens (E311) pour l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'imagerie et de l'indexation des dossiers des ressources humaines pour la Gendarmerie royale du Canada et du codage des données médicales pour les provinces. Cette activité génère aussi des programmes de grande qualité à frais recouvrables visant à assurer l'accès aux microdonnées à grande diffusion et confidentielles de Statistique Canada, au nombre desquels figure l'Initiative de démocratisation des données qui assure l'accès aux fichiers de microdonnées à grande diffusion dans les bibliothèques des établissements postsecondaires. Ce programme comprend également le Programme des centres de données de recherche, qui assure actuellement un accès sécurisé aux fichiers de microdonnées détaillées dans 26 universités et un institut de recherche partout au Canada, et le programme d'accès à distance en temps réel. Ce dernier assure un accès à distance pratiquement en temps réel aux chercheurs qui doivent soumettre un code pour recevoir automatiquement des produits approuvés.

Indicateurs de rendement — Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs du rendement	Cibles	Résultats réels
Le gouvernement, les institutions et la clientèle du secteur privé font appel aux services de saisie de données et d'imagerie, de codage et d'accès aux fichiers de microdonnées de Statistique Canada, personnalisés en fonction de leurs besoins.	Pourcentage des cibles atteintes (pour les services à frais recouvrables) dans le cadre des ententes de services pour les opérations de collecte (ESOC)[1]	80	89
	Nombre d'universités et de ministères fédéraux ayant accès aux fichiers de microdonnées	85	92
	Nombre de fichiers de microdonnées à usage public et autres disponibles dans les universités canadiennes, les centres de données de recherche et d'autres institutions au Canada	2 190	2 279

Analyse du rendement et leçons apprises — Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Les administrations publiques, les institutions et les clients du secteur privé font appel aux services de saisie des données et d'imagerie, de codage et d'accès aux fichiers de microdonnées de Statistique Canada; ces services sont personnalisés en fonction de leurs besoins.

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de produire des résultats à frais recouvrables de qualité supérieure relatifs à l'Infrastructure statistique.
- Programme international en gestion des organismes statistiques : cette initiative quinquennale, dirigée par Statistique Canada, est financée par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour renforcer les systèmes statistiques nationaux dans les pays en voie de développement. En 2013-2014, Statistique Canada a présenté des séminaires de formation à des pays participants de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Aussi, l'organisme a fait un suivi auprès des pays qui ont déjà participé à ce programme pour étayer leurs plans et leurs pratiques de gouvernance afin d'améliorer les éléments de leur système statistique. Il leur a aussi offert une aide technique.

[1] Remplace l'indicateur présenté dans le *Rapport sur les plans et les priorités de 2013-2014 :* La saisie et le codage des données respectent les exigences définies au préalable dans les ententes sur les niveaux de service, y compris la qualité, les dates d'exécution et le coût.

- Coopération avec la Chine : en 2013-2014, la priorité a consisté à continuer d'appuyer la Chine dans les améliorations à apporter à son architecture opérationnelle intégrée et à établir les conditions pour un meilleur cadre de gestion de la qualité. Ces travaux ont été menés dans le cadre d'un protocole d'entente et de missions de coopération au Canada et en Chine.
- Restructuration du système de diffusion de l'information des centres de données de recherche (CDR) : un des objectifs à moyen et à long terme du programme des CDR consiste à adopter une infrastructure de TI centralisée pour les clients légers, qui permettra d'exercer un meilleur contrôle des données confidentielles et qui s'harmonisera avec les activités d'autres pays comme les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Pour ce faire, il faudra d'abord centraliser et normaliser un certain nombre d'aspects de cette infrastructure. En 2013-2014, l'organisme a élaboré un registre de données et un répertoire principal, en faisant appel à des règles normalisées d'attribution des noms. Il a aussi élaboré la version de référence des services de base et de l'outil de gestion du dépôt de données centralisé et les éléments d'information pour appuyer la recherche ou continuer d'assurer les couplages avec d'autres systèmes ou normes.

Sous-programme 5.5 : Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes

Description du sous-programme

Cette activité génère des produits de grande qualité à frais recouvrables relatifs aux services internes qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Il s'agit, par exemple, de l'analyse des données du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux et de l'analyse de la main-d'œuvre pour les ministères fédéraux.

Indicateurs de rendement — Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes

Sous-programme Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux Services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs aux Services internes.	Les produits répondent à des besoins prédéfinis, décrits dans les ententes sur les niveaux de service, dont la qualité, les dates de production et les coûts.	80 %	Il n'y a eu aucun produit à frais recouvrables relatif aux Services internes en 2013-2014.

Analyse du rendement et leçons apprises — Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes

Les responsables de l'élaboration des politiques du gouvernement font appel aux Services à frais recouvrables de Statistique Canada relatifs aux Services internes.

Activités en 2013-2014

- Il n'y a pas eu de résultats à frais recouvrables en ce qui a trait aux Services internes.

Services internes

Description du programme

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les Services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Total des autorisations disponibles 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
50 780 284	50 780 284	55 230 931	56 705 219	5 924 935

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2013-2014	Ressources réelles 2013-2014	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2013-2014
510	537	27

- L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles de ce programme résulte principalement du financement supplémentaire obtenu pendant l'exercice pour compenser les dépenses en salaires équivalents pour respecter les obligations de l'employeur en vertu des lois, par exemple, les congés parentaux. Les dépenses de ce programme sont conformes au financement disponible, avec un léger écart de 2,7 % qui s'explique par un investissement supplémentaire ponctuel visant à répondre à des priorités générales.
- L'écart entre les ressources en ETP prévues et réelles varie toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Analyse du rendement et leçons apprises — Services internes

Activités en 2013-2014

- Statistique Canada a continué de répondre aux besoins de ses programmes et à s'acquitter de ses autres obligations générales.
- Amélioration continue du plan d'investissement pluriannuel pour assurer l'efficience, la continuité et la qualité de tous les programmes de soutien statistique : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Surveillance des plus importants projets de l'organisme en faisant appel au Cadre de gestion des projets de l'organisme et à des outils connexes : pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la rubrique Priorités organisationnelles dans la section 1 du présent document.
- Harmonisation de la capacité de gestion des ressources humaines avec les priorités des programmes et l'évolution de la structure organisationnelle : l'organisme a continué de mettre en œuvre son plan triennal des ressources humaines (2012-2013 à 2014-2015), a géré le placement des employés ayant le statut de bénéficiaire de priorité (un peu plus de 80 % des employés excédentaires ont été placés dans des postes à durée indéterminée), a mené des campagnes de recrutement stratégique tout en continuant de passer en revue sa structure organisationnelle, a amélioré l'intégration des ressources humaines et des outils et systèmes de planification financière et a évalué les besoins en apprentissage dans l'ensemble de ses activités. Les politiques et les directives lancées par les organismes centraux et portant sur la gestion de l'invalidité, des effectifs et du rendement ont été analysées, mises en œuvre et diffusées parmi les employés.
- Participation, en collaboration avec d'autres ministères et le Secrétariat du Conseil du Trésor, à l'examen de la migration vers des outils et des processus communs dans l'ensemble du gouvernement : l'organisme a consulté d'autres ministères et organismes ainsi que le Secrétariat du Conseil du Trésor pour préparer la transition vers le système SAP (Systems, Applications and Products), PeopleSoft, GCDOCS et les services d'infrastructure du gouvernement du Canada (courriel, réseaux et centres de données). Ce travail a notamment consisté à évaluer le carnet de route pour la migration et l'interopérabilité de ces outils communs. L'organisme a également mis en œuvre les processus opérationnels communs des ressources humaines afin de maximiser les économies réalisables.
- Poursuite de la mise en œuvre du projet de l'Examen et automatisation des processus administratifs (EAPA) : l'organisme a lancé un nouveau modèle de prestation des services intégrés, qui fait davantage appel au libre-service et à des processus administratifs simplifiés et qui mise davantage sur les conseils stratégiques en matière de finances, de ressources humaines et d'achats. L'organisme a aussi fait appel à l'Outil de gestion des dépenses de voyage entièrement automatisé, qui constitue un volet de l'Initiative des services partagés de voyage, pour créer, soumettre et approuver électroniquement les autorisations de voyages et les demandes de remboursement de frais.

- Initiative de transformation des réseaux : en 2011-2012, Statistique Canada a transféré à Services partagés Canada (SPC) toutes les ressources relatives à la prestation des services de courriel, de réseau et de centre de données. Depuis, Statistique Canada travaille en collaboration avec SPC pour assurer le même niveau de service dans les opérations courantes et pour répondre à la demande de capacité informatique supplémentaire afin de satisfaire les exigences des projets prioritaires (soit les recensements, les nouvelles activités de diffusion, le Système intégré de collecte et des opérations, le traitement intégré des enquêtes-entreprises et la grille SAS). En 2013-2014, Statistique Canada a adopté de nouveaux contrôles et de nouvelles mesures de sécurité pour l'utilisation des appareils portables et de tous les postes de travail afin de sécuriser davantage ses activités. L'organisme a amorcé les premiers préparatifs de la transition prochaine avec le service de courriel du gouvernement, en mars 2015. Il a élaboré un plan de travail pluriannuel pour l'Initiative de transformation des réseaux en travaillant en étroite collaboration avec SPC sur les meilleurs moyens à prendre pour planifier et mettre en œuvre l'intégration des programmes de Statistique Canada dans l'infrastructure de TI de l'ensemble du gouvernement (courriel, réseaux et centres de données), tout en respectant les dispositions de la *Loi sur la statistique* en matière de confidentialité.

Section III : Renseignements supplémentaires

Principales données financières

Statistique Canada
État condensé des opérations et de la situation financière nette (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014 (en dollars)

	Résultats prévus 2013-2014	Résultats réels 2013-2014	Résultats réels 2012-2013	Écart (résultats réels 2013-2014 moins résultats prévus 2013-2014)	Écart (résultats réels 2013-2014 moins résultats réels 2012-2013)
Total des charges	581 977 812	600 687 024	631 137 310	18 709 212	(30 450 286)
Total des revenus	92 210 731	90 908 605	91 824 507	(1 302 126)	(915 902)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	489 767 081	509 778 419	539 312 803	20 011 338	(29 534 384)
Situation financière nette	76 432 260	93 205 662	59 370 774	16 773 402	33 834 888

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et dans un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts s'est élevé à 509,8 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 29,5 millions de dollars (5,5 %) par rapport à 539,3 millions de dollars en 2012-2013. Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction des dépenses en salaires découlant de la mise en place de l'organisme des changements du Budget de 2012 et par la réduction de la charge d'amortissement.

Le coût prévu de 489,8 millions de dollars a subi une hausse de 20 millions de dollars (4,1 %) pour s'établir à un coût réel de 509,8 millions de dollars en 2013-2014. Cette augmentation s'explique surtout par les dépenses engagées dans les programmes du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture de 2016, qui ont été approuvées après la publication des résultats prévus.

Statistique Canada
État condensé de la situation financière (non audité)
au 31 mars 2014 (en dollars)

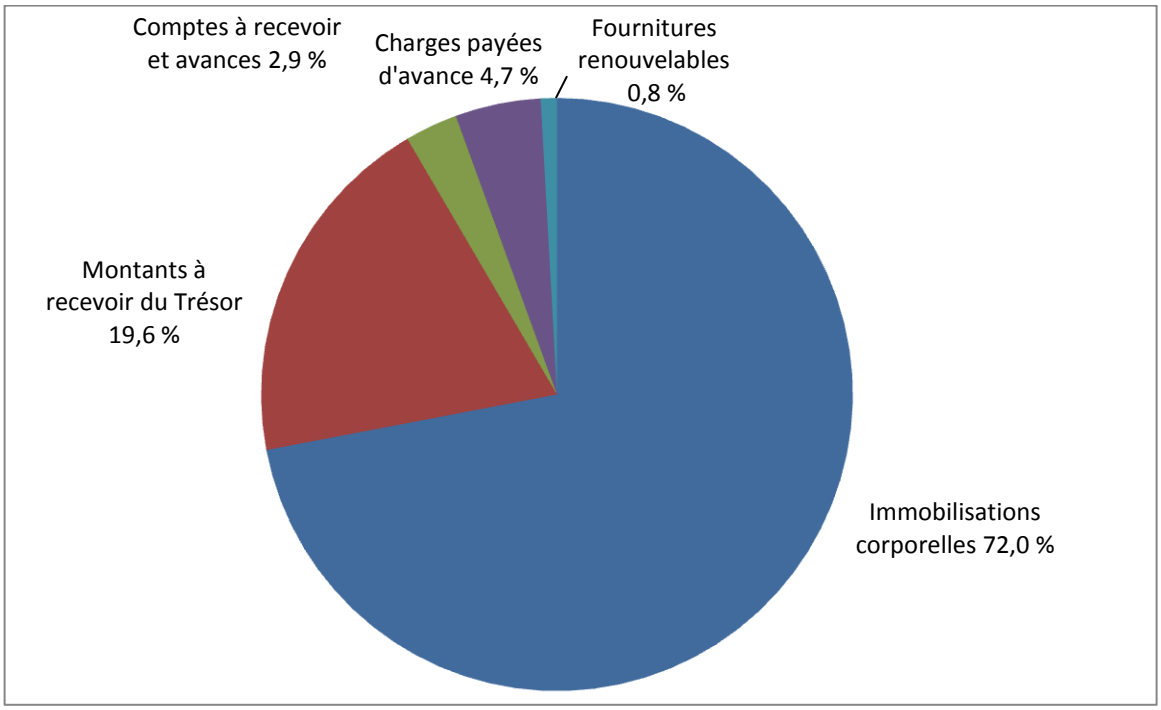
	2013-2014	2012-2013	Écart (2013-2014 moins 2012-2013)
Total des passifs nets	82 994 542	107 433 302	(24 438 760)
Total des actifs financiers nets	39 541 306	40 092 560	(551 254)
Dette nette	43 453 236	67 340 742	(23 887 506)
Total des actifs non financiers	136 658 898	126 711 516	9 947 382
Situation financière nette	93 205 662	59 370 774	33 834 888

Les totaux peuvent varier d'un tableau à l'autre et dans les mêmes tableaux en raison de l'arrondissement des chiffres.

La situation financière nette de l'organisme s'élevait à 93,2 millions de dollars à la fin de 2013-2014, une hausse de 33,8 millions de dollars par rapport à 59,4 millions de dollars en 2012-2013. Cette augmentation est surtout attribuable à la réduction des avantages sociaux futurs dans le cadre de la signature de conventions collectives.

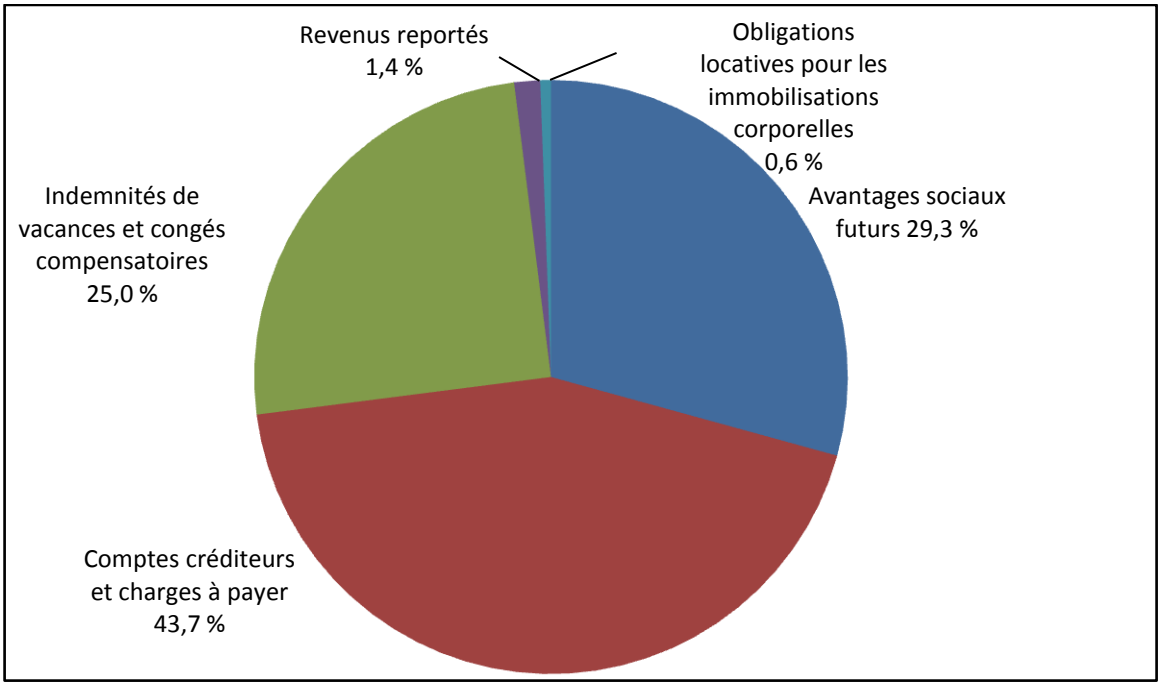
Principales données financières : graphiques

Actifs par type



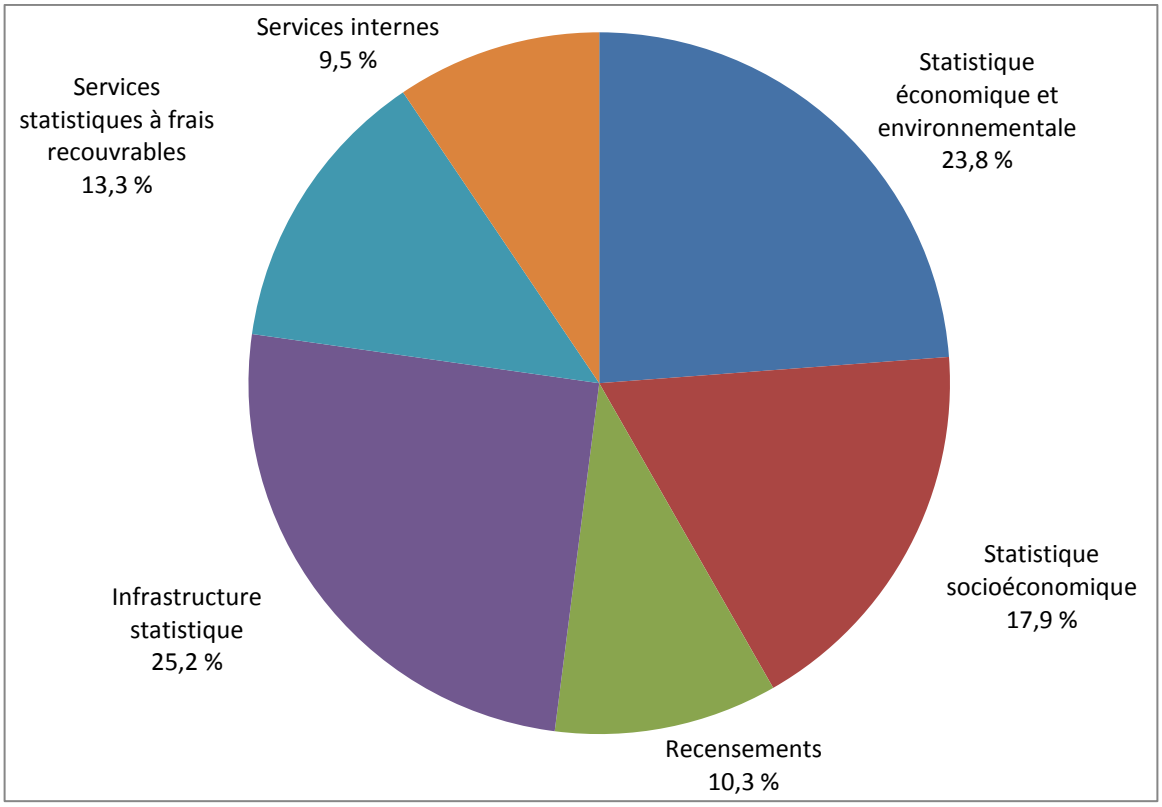
Le total des actifs s'établissait à 176,2 millions de dollars à la fin de 2013-2014. Les immobilisations corporelles représentaient la plus grande portion des actifs avec 126,9 millions de dollars (72,0 %). Les immobilisations comprennent les logiciels (69,2 millions de dollars), les logiciels en développement (40,3 millions de dollars), les améliorations locatives (13,6 millions de dollars) et les autres actifs (3,8 millions de dollars). Le solde comprend 34,5 millions de dollars au titre des montants à recevoir du Trésor (19,6 %), 5,1 millions de dollars de comptes à recevoir et d'avances (2,9 %), 8,2 millions de charges payées d'avance (4,7 %) et 1,5 million de dollars de fournitures renouvelables (0,8 %).

Passifs par type



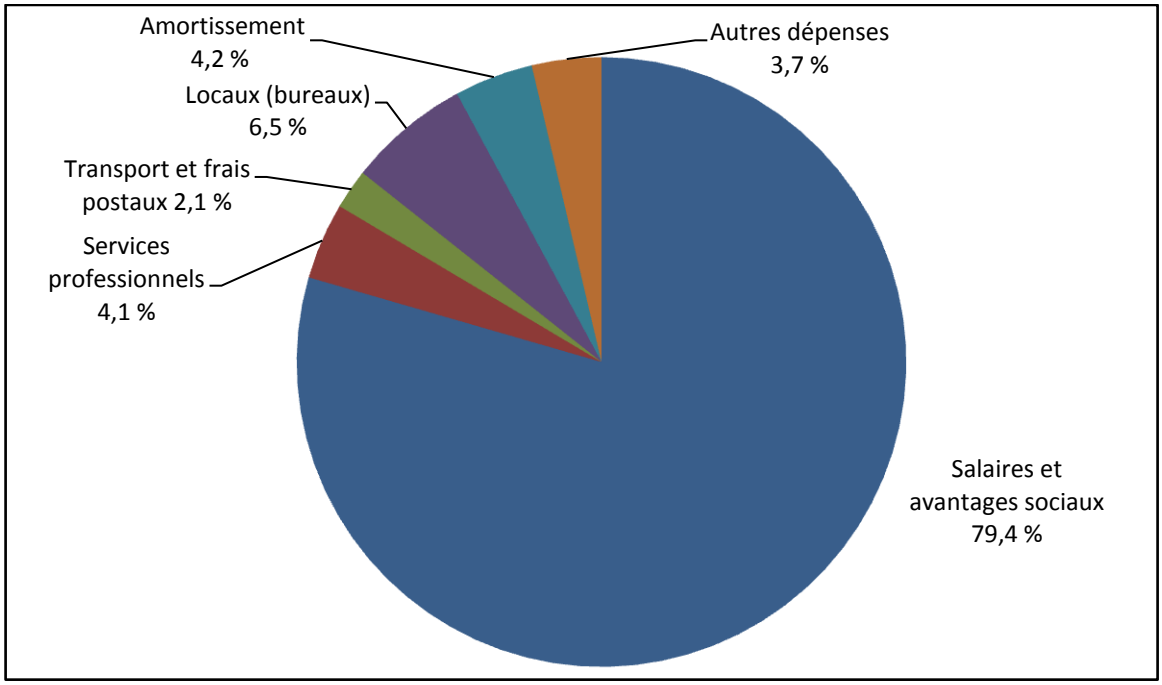
Les passifs totalisaient 83,0 millions de dollars à la fin de 2013-2014. Les comptes créditeurs et les charges à payer constituaient l'essentiel des passifs avec 36,3 millions de dollars (43,7 %). Ils comprennent les comptes créditeurs de tiers externes (17,1 millions de dollars), les comptes créditeurs d'autres ministères et organismes fédéraux (6,9 millions de dollars), les salaires et traitements courus (12,0 millions de dollars) et les charges à payer (0,3 million de dollars). Les avantages sociaux futurs constituent le deuxième élément en importance avec 24,3 millions de dollars (29,3 %). Les indemnités de vacances et les congés compensatoires représentent 20,8 millions de dollars (25,0 %). Le solde est constitué des revenus reportés et des obligations locatives pour les immobilisations corporelles avec 1,6 million de dollars (2,0 %).

Dépenses brutes par activité de programme



Les dépenses totales, dont les revenus disponibles et les services fournis sans frais par d'autres ministères, se sont chiffrées à 600,7 millions de dollars en 2013-2014. Elles comprennent 151,5 millions de dollars pour l'Infrastructure statistique (25,2 %), 143,0 millions de dollars pour le programme de la Statistique économique et environnementale (23,8 %), 107,7 millions de dollars pour le programme de la Statistique socioéconomique (17,9 %), 80,0 millions de dollars pour les Services à frais recouvrables (13,3 %), 61,8 millions de dollars pour les Recensements (10,3 %) et 56,7 millions de dollars pour les Services internes (9,5 %).

Dépenses brutes par type



Statistique Canada a dépensé 600,7 millions de dollars en 2013-2014. Les dépenses comprennent : 477,4 millions de dollars en salaires et en avantages sociaux (79,4 %); 38,9 millions de dollars en locaux (bureaux) (6,5 %); 25,1 millions de dollars en amortissement (4,2 %); 24,4 millions de dollars en services professionnels (4,1 %); 12,7 millions de dollars en transport et frais postaux (2,1 %); et 22,2 millions de dollars pour les autres dépenses (3,7 %).

États financiers

Les états financiers[viii] se trouvent sur le site Web de Statistique Canada.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires[ix] énumérés dans le *Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014* se trouvent sur le site Web du Statistique Canada.

- Stratégie ministérielle de développement durable;
- Vérifications internes et évaluations;
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes;
- Rapport des frais d'utilisation.

Dépenses fiscales et évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans une publication intitulée *Dépenses fiscales et évaluations*[vi]. Les mesures fiscales présentées dans ladite publication relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Courriel
infostats@statcan.gc.ca

Téléphone
1-800-263-1136 ou 613-951-8116

Télécopieur
1-877-287-4369 ou 613-951-0581

ATS
1-800-363-7629

Adresse postale
Statistique Canada
150, promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Site Web
www.statcan.gc.ca

Annexe : Définitions

architecture d'alignement des programmes : Répertoire structuré de tous les programmes d'un ministère ou organisme qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les liens aux résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

cadre pangouvernemental : Schéma représentant la contribution financière des organisations fédérales qui dépendent de crédits parlementaires en harmonisant leurs programmes avec un ensemble de 16 secteurs de résultat pangouvernementaux de haut niveau regroupés sous 4 secteurs de dépenses.

cible : Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit : Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires : Les dépenses budgétaires comprennent les dépenses de fonctionnement et en capital; les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et les paiements à des sociétés d'État.

dépenses non budgétaires : Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues : En ce qui a trait aux RPP et aux RMR, les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1er février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son RPP et son RMR.

équivalent temps plein : Mesure utilisée pour déterminer dans quelle mesure un employé représente une année-personne complète dans le budget ministériel. L'équivalent temps plein est calculé en fonction du coefficient des heures de travail assignées et des heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de rendement : Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

plan : Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

priorité : Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

programme : Groupe d'intrants constitué de ressources et d'activités connexes qui est géré pour répondre à des besoins précis et pour obtenir les résultats visés, et qui est traité comme une unité budgétaire.

programme temporisé : Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Ce programme est aussi appelé programme à durée temporaire ou programme à élimination graduelle. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

rapport ministériel sur le rendement : Rapport traitant des réalisations concrètes d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires au regard des plans, des priorités et des résultats attendus exposés dans le rapport sur les plans et les priorités correspondant. Ce rapport est déposé au Parlement à l'automne.

rapport sur les plans et les priorités : Rapport fournissant des renseignements au sujet des plans et du rendement prévu sur trois ans d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires. Ces rapports sont déposés au Parlement chaque printemps.

production de rapports sur le rendement : Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

rendement : Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats ses comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

résultat : Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat stratégique : Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

résultats du gouvernement du Canada : Ensemble de 16 objectifs de haut niveau établis pour l'ensemble du gouvernement et regroupés selon 4 secteurs de dépenses : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales.

Structure de la gestion, des ressources et des résultats : Cadre exhaustif comprenant l'inventaire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information de gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont présentés d'après le lien hiérarchique qui les unit, et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La Structure de la gestion, des ressources et des résultats découle de l'architecture d'alignement des programmes.

Notes de fin de document

i. *Loi sur la statistique*
http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-19/TexteComplet.html

ii. *Loi sur les déclarations des personnes morales*
http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-43/TexteComplet.html

iii. *Règlements sur les déclarations des personnes morales*
http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2014-13/index.html

iv. Le cadre de gestion organisationnel
http://www.statcan.gc.ca/about-apercu/reports2-rapports2-fra.htm

v. Cadre pangouvernemental
http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx

vi. *Comptes publics du Canada 2014*
http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

vii. Évaluations
http://www.statcan.gc.ca/about-apercu/er-re-fra.htm

viii. États financiers
http://www.statcan.gc.ca/about-apercu/dpr-rmr/2013-2014/s03p03-fre.htm

ix. Tableaux de renseignements supplémentaires
http://www.statcan.gc.ca/about-apercu/dpr-rmr/2012-2013/s03p04-fra.htm

x. *Dépenses fiscales et évaluations*
http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp